

Loi sur les mines : les uns réclament leur part des profits; les autres, le maintien de leurs privilèges
Page B 1

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. CII N° 191

LE MERCREDI 24 AOÛT 2011

1,09 \$ + TAXES = 1,24 \$

LIBYE

Le quartier général de Kadhafi est tombé

Le dictateur et ses fils restent introuvables

VALÉRIAN MAZATAUD

Le drapeau rouge, noir et vert de la rébellion libyenne flotte désormais au-dessus de la caserne de Bab al-Aziziah, la résidence fortifiée de Mouammar Kadhafi à Tripoli, conquise hier par les insurgés, même si le «frère guide» et ses fils restent toujours introuvables. À l'international, plus de trente pays reconnaissent maintenant la légitimité du Conseil national de transition (CNT), alors que d'autres remettent en cause le rôle de l'OTAN.

Kadhafi affirme que son départ de Bab al-Aziziah n'était qu'un retrait «tactique»

C'est à coups de roquettes et de mortier que les combattants rebelles ont finalement pris le contrôle du complexe fortifié de Bab al-Aziziah, hier en fin d'après-midi, heure locale, après plusieurs heures de combats acharnés. «Aujourd'hui, la Libye est libre», s'est réjoui Mohamed, un combattant, alors que ses compagnons d'armes exploraient les dizaines de bâtiments abandonnés par les forces loyalistes. Certains en ressortaient avec des «souvenirs», alors que d'autres s'exhibaient au volant de voiturettes de golf. Les insurgés ont mis la main sur des armes dernier cri, parfois encore emballées, et même plaquées or dans un cas. Plusieurs s'affairaient à déchirer les affiches à l'effigie du chef, alors qu'un groupe tentait de déboulonner une statue symbolisant la victoire contre les attaques aériennes américaines de 1986, un poing d'or dressé vers le ciel broyant un avion de chasse.

Malgré une fouille minutieuse des bâtiments, celui qui a servi de modèle aux statues est resté introuvable, tout comme son fils et potentiel successeur, Saïf al-Islam, qui était pourtant apparu au même endroit la veille au soir. «Ils ont fui comme des rats», a clamé le commandant militaire des rebelles, Abdelhakim Belhaj.

Hier soir, le dictateur en fuite affirmait dans une déclaration sonore diffusée par la chaîne de télévision al-Oroubaque que son départ de Bab al-Aziziah n'était qu'un retrait «tactique», car la forteresse «n'était plus qu'un tas de décombres après avoir été la cible de 64 missiles de l'OTAN [depuis le début du conflit]». La déclaration ne précisait pas d'où s'exprimait Kadhafi.

VOIR PAGE A 10: KADHAFI

À lire en page B 6

■ **Foncer sans se retourner: la stratégie militaire des insurgés s'avère risquée**



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

ASSEMBLÉE CITOYENNE

Pauline Marois réunit 150 personnes à Trois-Rivières

■ À lire en page A 3

INDEX



Actualités	A 2	Éditorial	A 8
Annonces.....	B 8	Idées	A 9
Avis publics..	B 7	Météo.....	B 7
Carrières.....	B 4	Monde.....	A 6
Culture.....	B 10	Mots croisés..	B 5
Décès.....	B 8	Sudoku.....	B 5
Économie	B 1	Télévision	B 9

DSK EST LIBRE



MARIO TAMA AGENCE FRANCE-PRESSE

Abandon des accusations Un juge new-yorkais a ordonné hier l'abandon des poursuites criminelles contre l'ex-patron du Fonds monétaire international Dominique Strauss-Kahn, désormais libre de quitter les États-Unis après trois mois d'une saga judiciaire qui a fait dérailler ses ambitions présidentielles. *Page A 2.* L'éditorial de Josée Boileau traite aussi de ce qui est convenu d'appeler l'affaire DSK. *Page A 8.*

L'Ukraine, 20 ans d'indépendance

L'Ukraine célèbre aujourd'hui même le 20^e anniversaire de la proclamation de son indépendance, après l'éclatement de l'URSS. *Le Devoir* a parcouru le pays pour discuter avec les Ukrainiens, qui ne se font pas prier pour donner leur avis sur leur identité, et les travers de leur gouvernement. Premier de trois textes.

MÉLISSA GUILLEMETTE

Kiev — Depuis son indépendance, l'Ukraine a connu un passage rapide vers une économie de marché, quatre présidents, des dizaines de scandales de corruption, des nominations à Cannes, une Révolution orange pour la démocratie, sans grandes suites, et une dévaluation de sa monnaie de près du tiers, en 2008. De quoi à la fois forger et brouiller une identité, comme l'a constaté *Le Devoir* en foulant la terre de ce qu'on surnommait la «Petite Russie» à l'époque de l'Empire russe.

Notre périple commence dans une cabine de train de nuit de deuxième classe. Deux mètres par deux mètres et demi pour quatre personnes, il y a de quoi jaser. «Comment trouves-tu nos trains soviétiques? Tu te crois dans les années 70, n'est-ce pas?» demandent à la journaliste les trois passagers qui se rendent vers le sud du pays, dans la péninsule de Crimée, russophone et touristique.

Autour d'un chai et des cerises fraîches, le marin qui occupe le lit d'en haut à gauche se dévoile. «On n'aurait jamais dû se séparer de la Russie», dit Oleg, dans son «anglais de marin». Avant, on était tous égaux, au



GLEB GARANICH REUTERS

Une femme mendie près de la vitrine d'un magasin de luxe au centre de Kiev. Les inégalités entre riches et pauvres, inexistantes à l'époque communiste, sont maintenant criantes en Ukraine.

VOIR PAGE A 10: UKRAINE

De «grands souliers à chausser», avoue Turmel

La mort de Jack Layton a profondément sonné le NPD

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Ottawa — Les néodémocrates restaient hier sous le choc et profondément sonnés au lendemain de la mort de Jack Layton. Mais il faudra se ressaisir vite, a reconnu la chef intérimaire, Nicole Turmel: M. Layton était certes l'âme de ce parti, et ses «souliers seront très grands à chausser», mais il y a une «obligation de continuer le travail» entamé le 2 mai.

«Mettons ça au clair: on ne le remplacera pas», a indiqué Mme Turmel lors d'un point de presse tenu au foyer de la Chambre des communes, où M. Layton sera exposé en chapelle ardente aujourd'hui et demain. Celui qui était chef de l'opposition officielle sera aussi exposé à l'hôtel de ville de Toronto vendredi et samedi, jour des funérailles d'État au Roy Thompson Hall.

Désignée par le défunt pour assurer l'intérim jusqu'à l'élection d'un nouveau chef — ce qu'elle a accepté —, Mme Turmel a parlé de M. Layton comme d'un «grand leader» au «charisme indéniable». Il était «l'image» du NPD, a-t-elle dit.

Mais Mme Turmel n'adhère pas à l'idée voulant que Jack Layton était le NPD à lui seul, ou



Nycole Turmel

VOIR PAGE A 10: LAYTON

À lire en page A 3

■ **Les vigiles se sont multipliées**



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Demian et Leonardo Fuica

35^E FFM

Modernité âpre et brouillonne

La Run, des frères Fuica, est un des deux films québécois en compétition

ODILE TREMBLAY

Bien avant d'être sélectionné au Festival des films du monde, le film *La Run*, des frères Demian et Leonardo Fuica, faisait la chronique. Réalisé à très petit budget (moins de 400 000 \$), sans le secours des institutions — il subit deux refus de financement et ne reçut pas d'aide en postproduction de la SODEC —, le film subit un arrêt de tournage, faute de pouvoir payer tout son monde. Des techniciens râlaient, certains ont quitté le plateau, furieux ou simplement en quête d'un plus lucratif projet. L'entreprise Aviva Communications leur intenta une poursuite pour non-respect de contrat. Le diable était aux vaches.

VOIR PAGE A 10: FUICA

À lire en page B 9

■ **L'Allemagne sous la fêrule d'autorités bornées**

ACTUALITÉS

DSK, un homme libre à New York

- Les poursuites ont été abandonnées «à tous égards» contre Dominique Strauss-Kahn
- Le juge Michael Obus a refusé de désigner un procureur spécial

DANIEL TROTТА

New York — La procédure pénale pour agression sexuelle visant Dominique Strauss-Kahn aux États-Unis s'est conclue hier par l'abandon des poursuites et le refus de nommer un procureur spécial.

Arrêté le 14 mai à l'aéroport JFK de New York, l'ancien directeur général du FMI, assigné à résidence à Manhattan après quelques jours passés au pénitencier de Rikers Island, va pouvoir rentrer en France, tous les recours ayant été épuisés.

«*Il ne va pas s'en aller immédiatement, d'après ce que je sais*», a déclaré l'un des avocats, Benjamin Brafman. Selon lui, son client aurait dû récupérer hier son passeport confisqué par la justice, ce qu'il n'a pas pu faire en raison des perturbations créées par le séisme qui a frappé la côte est (voir autre texte en page A 7).

Dominique Strauss-Kahn, qui avait été contraint de quitter ses fonctions de directeur général du Fonds monétaire international dans des circonstances humiliantes, a reconnu avoir vécu cette affaire comme un «*cauchemar*» pour lui et sa famille et a dit être impatient de rentrer chez lui et de reprendre une «*vie normale*». Il a dit qu'il s'exprimerait «*plus longuement*» une fois de retour en France.

Le juge Michael Obus a suivi la requête présentée par le procureur de l'État de New York, Cyrus Vance, qui estimait que l'accusatrice de DSK, une femme de chambre d'origine guinéenne, ne disposait pas d'une crédibilité suffisante pour convaincre les 12 membres du jury qui auraient été appelés à juger des faits.

L'un de ses deux avocats américains, William Taylor, a critiqué l'empressement mis par la police et les médias pour «*charger*» son client.

Au-delà du doute raisonnable

«*Il y a eu un mouvement précipité de la part non seulement des forces de l'ordre, mais aussi des médias. Je voudrais vous rappeler comment les médias ont, depuis le tout début, abordé de*



KENA BETANCUR REUTERS

L'ancien directeur général du Fonds monétaire international, Dominique Strauss-Kahn, a reconnu avoir vécu cette affaire comme un «cauchemar» pour lui et sa famille et a dit être impatient de rentrer chez lui et de reprendre une «vie normale».

façon non critique cette affaire sans même examiner le caractère improbable de cette histoire», a lancé l'avocat aux journalistes peu après l'abandon des accusations au pénal.

Le magistrat de la Cour suprême de l'État de New York a ren-

«**Si nous ne pouvons pas la croire**

[Nafissatou Diallo] au-delà d'un doute

raisonnable, nous ne pouvons pas

demander à un jury de le faire»

du sa décision après une ultime audience à laquelle l'ex-patron du FMI s'est présenté accompagné par sa femme, Anne Sinclair.

Le magistrat a par ailleurs refusé la demande d'un avocat de l'accusation de désigner un procureur spécial, nomination qui aurait permis de prolonger la procédure pénale. «*La requête est repoussée à tous égards*», dit

le juge dans sa décision écrite.

Cette décision tient en grande partie aux incohérences qui ont émaillé les déclarations de la plaignante, Nafissatou Diallo, femme de chambre au Sofitel de Manhattan, qui affirmait que Dominique Strauss-Kahn l'avait agressée sexuellement dans sa suite.

Si la femme de 32 ans est restée fidèle à ses premières déclarations sur son agression, elle a en revanche offert des versions divergentes sur les événements qui ont suivi.

De plus, les examens pratiqués par les services de la médecine légale n'ont pas permis d'établir avec certitude que le rapport sexuel entre la femme de chambre et l'ancien ministre socialiste des Finances n'avait pas été consenti.

Les déclarations contradictoires faites par Nafissatou Diallo ainsi que des mensonges concernant son passé ont conduit le ministère public à conclure dans un rapport de 25 pages: «*Si nous ne pouvons pas la croire au-delà d'un doute raisonnable, nous ne pouvons pas demander à un jury de le faire.*»

Plainte au civil?

L'arrêt des poursuites pénales ne signifie pas que Dominique Strauss-Kahn, un temps présenté comme le favori de la primaire socialiste en vue de l'élection présidentielle de 2012, est totalement tiré d'affaire.

Nafissatou Diallo a en effet déposé une plainte au civil et le volet américain de l'affaire se double d'un volet français: le parquet de Paris a ouvert une enquête préliminaire sur la plainte de l'écrivaine Tristane Banon, qui accuse Dominique

Strauss-Kahn d'une tentative de viol en 2003 à Paris.

Par ailleurs, une plainte pour tentative de subornation de témoin a été déposée en France par Thibaut de Montbrial, l'avocat de Nafissatou Diallo en France. Elle vise un adjoint au maire socialiste de Sarcelles (dans le nord de Paris), François Pupponi, qui aurait tenté de corrompre une femme susceptible d'engager des poursuites contre Dominique Strauss-Kahn.

L'abandon des poursuites pénales pose maintenant la question de l'avenir politique d'un homme dont l'image a été largement ternie lorsqu'il est apparu les mains menottées dans le dos, abattu, mal rasé et la mine déconfite sortant du commissariat du Special Victims Unit de Harlem le 16 mai.

Reuters

Des féministes crient à l'injustice

New York — La principale association féministe aux États-Unis, la National Organization for Women (NOW), déplore l'abandon des poursuites dans l'affaire DSK, critique le procureur et les

médias et félicite Nafissatou Diallo pour son courage, dans un communiqué diffusé hier.

La NOW «*déplore la décision d'abandonner les poursuites*» dans l'affaire DSK, est-il écrit

dans le communiqué. «*Cette grave erreur judiciaire souligne les travers d'une société qui tolère les violences sexuelles en jetant la faute et le déshonneur sur leurs victimes*», est-il ajouté.

L'association «*applaudit*» Mme Diallo pour avoir eu le courage de «*raconter son histoire malgré les tentatives visant à la forcer au silence*».

Elle condamne les procureurs, les avocats de Dominique Strauss-Kahn et les médias pour les «*stéréotypes sexistes, racistes et les jugements de classe*» dont ils se sont rendus coupables.

Une vingtaine de féministes s'étaient rassemblées lundi sur les marches du tri-

bunal de Manhattan pour protester contre la décision du procureur Cyrus Vance de demander l'abandon des poursuites contre Dominique Strauss-Kahn.

Pour les mêmes raisons, près de 25 féministes ont manifesté hier devant le tribunal de Manhattan. «*DSK, honte à toi!*» ou «*Nafissatou, on te croit*», pouvait-on lire sur des pancartes brandies par les manifestantes.

Agence France-Presse

Agence France-Presse

Tunnel Viger: les paralumes seront scrutés lors d'une inspection générale

Le tunnel Viger, au centre-ville de Montréal, fera l'objet d'une inspection générale au cours des prochaines semaines et c'est à cette occasion que les appuis des paralumes seront inspectés, a fait savoir hier le ministère des Transports.

Le ministère soutient, dans un communiqué, que cette inspection générale du tunnel était déjà prévue au début de l'année, dans le cadre de son programme régulier d'inspections annuelles et générales.

Le quotidien *La Presse* a révélé, dans son édition de lundi, que le rapport d'évaluation de la capacité portante des paralumes du tunnel Viger, qui datait de janvier dernier, recommandait que les appareils d'appui des paralumes soient inspectés, puisque cela n'avait pas été fait dans le cadre du mandat donné. Il recommandait également de leur accorder une cote de comportement. Autrement dit, les poutres et les paralumes ont été évalués lors de cette inspection, mais pas les appuis des poutres.

Le ministère a donc tenu à préciser que les appareils d'appui des paralumes et des poutres sont normalement évalués lors des inspections générales, «*à l'instar de toutes les composantes du tunnel*». Et il affirme que ce sera le cas lors de l'inspection générale du tunnel Viger, qui était déjà prévue en 2011.

Celle-ci devrait avoir lieu «*au cours des prochaines semaines*», précise le ministère.

«*A cette occasion, une cote de comportement sera incluse dans la cote de l'extrémité du paralume*», comme cela était recommandé dans le rapport, ajoute-t-il.



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Les paralumes tombés du tunnel Viger de l'autoroute Ville-Marie, le 31 juillet dernier.

Le ministère réitère qu'il a «*réalisé l'ensemble des interventions prioritaires identifiées*» et qu'il a également «*entrepris dès 2009 un programme de réparation des murs des tunnels Ville-Marie et Viger*» à la suite du rapport d'inspection générale de 2008.

Une poutre à l'entrée du tunnel Viger s'est effondrée le 31 juillet dernier, entraînant avec elle les paralumes qu'elle soutenait. Ces paralumes sont des pièces de béton ajourées qui servent à faire la transition entre l'obscurité d'un tunnel et la lumière extérieure. Personne n'avait été blessé, les voitures qui passaient par là ayant eu le temps de freiner à temps.

La Presse canadienne



SAQ

présente

La fête des vendanges

MAGOG • ORFORD

48^e édition

3 • 4 • 5 • 10 ET 11

SEPTEMBRE 2011

LAUREAT RÉGIONAL

LES GRANDS PRIX DU TOURISME QUÉBÉCOIS 2011



dégustez



découvrez



festoyez



rythme

PORTE-PAROLE
VERONIQUE CLOUTIER
DES MIDIS DE VÉRO
DE RYTHME FM

LE PLUS GRAND SITE GOURMAND DU QUÉBEC/150 EXPOSANTS

fetedesvendanges.com

1 888 847.2050 // 819 847.2022

ACTUALITÉS



Et maintenant...



MANON CORNELLIER

Le Parlement canadien ne sera plus jamais le même à la suite de la mort de Jack Layton. Le duel tant attendu entre un premier ministre aguerri et impitoyable et un leader charismatique capable de lui tenir tête sur le plan des idées et des principes n'aura pas lieu.

Pire. Armé de sa majorité, Stephen Harper fait maintenant face à une opposition affaiblie, dirigée par des chefs intérimaires dont les partis sont, dans deux cas, en reconstruction alors que le NPD, lui, est secoué par le deuil et accablé par l'apprentissage de son nouveau rôle d'opposition officielle. Ce flottement lève la moindre pression qu'aurait pu ressentir le chef conservateur à la reprise des travaux parlementaires le 19 septembre et accroît un peu plus sa marge de manœuvre, déjà grande en situation majoritaire.

Les pleurs et les regrets exprimés depuis deux jours ne sont pas étrangers à cette intuition que le décès de Jack Layton pourrait signifier une occasion manquée de changer la donne et le discours politiques à Ottawa. Et de toute évidence, M. Layton en était éminemment conscient en écrivant sa lettre aux Canadiens.

Fidèle à lui-même, il a pris les choses en main et n'a rien laissé au hasard. Qu'importe si les gens trouvent déplacé de parler de sa succession le jour de son décès, lui attaque la question de front en recommandant au parti d'élire un nouveau chef dès le début de la prochaine année afin de laisser à ce dernier le temps de faire sa marque avant les prochaines élections.

Un nouveau chef ne pourra toutefois, à lui seul et en si peu de temps, faire faire au parti le bond dont Jack Layton rêvait tant. Il aura besoin d'un parti uni, d'un caucus discipliné et d'un appui populaire qui ne se dément pas.

◆ ◆ ◆

En ce qui a trait à l'unité du parti, celle-ci dépendra beaucoup de la conduite de la future course à la direction. Si les factions qui existent toujours au sein du NPD, et qu'on a vues à l'œuvre lors du dernier congrès, décidaient de pousser chacun leur candidat, les années de travail de M. Layton pour les rallier derrière lui seraient fort probablement torpillées. On ne connaît pas encore les acteurs de cette course, mais il est évident que le NPD ne peut s'offrir une lutte fratricide.

Il ne peut pas, non plus, se passer d'un chef réellement bilingue et sensible à la fois aux réalités québécoise et canadienne. Le parti a changé depuis huit ans, en particulier depuis l'élection d'un caucus majoritairement québécois le 2 mai dernier. Les ponts ainsi construits sont encore fragiles et ont encore besoin d'être solidifiés.

Le caucus et le personnel du parti ont, de leur côté, un tout autre défi à relever: compléter la préparation pour la session parlementaire et le faire d'une manière telle que, par leur rigueur et leur pertinence, les députés arrivent à maintenir leur parti dans l'œil public et à combler, un tant soit peu, l'absence d'un chef officiel.

◆ ◆ ◆

Il y a finalement l'appui du public. Le soir des élections, Jack Layton avait fait un discours qui avait fait sourire. Il avait parlé comme s'il détenait la même influence qu'il avait en situation de gouvernement minoritaire. Il a fini par admettre dans les jours qui ont suivi que la réalité avait changé et qu'il ne pouvait plus comme avant bloquer ou forcer l'adoption d'un projet de loi. Il avait toutefois ajouté qu'aucun politicien ne pouvait rester éternellement insensible à la volonté populaire. Son arme serait l'opinion publique.

Depuis deux jours, elle est avec lui. Mais le sera-t-elle encore une fois les lampions éteints et le choc de sa mort passé? Jack Layton ne misait pas sur cette montée d'émotion, mais il est clair qu'il s'inquiétait d'un éventuel essoufflement de l'élan du 2 mai dernier. Ce n'est donc pas pour rien que l'essentiel de sa lettre est un appel à l'engagement. Si les gens veulent voir se réaliser la vision qu'il a toujours défendue, ils doivent pousser à la roue, ne pas démissionner et persister avec détermination et optimisme.

Il invite les jeunes à s'impliquer et dit à tous les Canadiens qu'ils ont le pouvoir de changer les choses. «*Gardez en tête qu'en travaillant ensemble, nous pouvons avoir un meilleur pays, un pays plus juste et équitable. Ne laissez personne vous dire que ce n'est pas possible*», écrit-il. Il avertit les membres de son parti: «*Il y a des gens qui vont essayer de vous convaincre d'abandonner notre cause. Mais cette dernière est bien plus grande qu'un chef. Répondez-leur en travaillant encore plus fort, avec une énergie et une détermination sans précédent*». Aux Québécois, il dit: «*Vous avez pris la bonne décision à ce moment-là [le 2 mai]. C'est encore la bonne décision aujourd'hui et restera la bonne décision au cours des prochaines élections, lorsque nous réussirons ensemble*».

Ce texte n'est pas innocent. Jack Layton savait que, pour réussir sans lui, le NPD aurait besoin du soutien des citoyens. Tant qu'il était là, il portait sa vision. Lui parti, elle doit pouvoir, à elle seule, motiver l'appui de tous ces électeurs qui l'ont suivi le 2 mai. Un défi titanesque, peut-être le plus gros et le plus difficile qu'auront à relever le parti et son prochain chef, un défi que Jack Layton a voulu, avec ses mots, aider à affronter. Et auxquels son personnel, ses députés et la chef intérimaire Nycole Turmel s'accrochent en jurant vouloir tout faire pour respecter ses volontés.

mcornellier@ledevoir.com

Première assemblée citoyenne à Trois-Rivières

Marois était en terrain favorable

La rencontre s'est déroulée presque sans anicroche, devant plusieurs militants

ANTOINE ROBITAILLE

Trois-Rivières — Pauline Marois a réuni quelque 150 personnes, dont une presque totalité de militants et d'élus péquistes, au Musée Boréal à Trois-Rivières hier soir pour une assemblée «citoyenne», première d'une série de consultations que la chef en crise a annoncées la semaine dernière.

«*Je trouve qu'il y a pas mal de gens convaincus et militants*», a-t-elle fait remarquer à un certain moment. Après l'assemblée, elle a admis que l'assistance était surtout composée de la base militante. L'organisation s'était toutefois faite «*spontanément*», a-t-elle assuré. En s'adressant aux journalistes présents, elle a ajouté qu'«*il n'y a pas eu un travail de mobilisation*». Les députés Noëlla Champagne (Champlain), André Villeneuve (Berthier) et Claude Pinard (Saint-Maurice) étaient présents et ont confirmé qu'ils avaient mobilisé leurs militants, qui d'ailleurs applaudissaient leur chef.

Mme Marois a soutenu que la décision de tenir de telles assemblées a été prise en avril, soit avant que plusieurs dans le mouvement souverainiste et en dehors du mouvement aient annoncé leur volonté de consulter les citoyens.

Les intervenants qui se sont présentés au micro ont abordé des sujets locaux — comme la pyrrhotite et la centrale Gentilly II —, alors que d'autres ont simplement réitéré leur appui à la chef et à la direction du parti. Un ancien député du Bloc québécois, Jean-Yves Laforest, est intervenu pour parler d'un thème cher à la chef: tenir une commission d'enquête sur la construction. Le président de la Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie, Guy Rousseau a carrément fait l'éloge de la chef péquiste et de son programme, qu'il a qualifié de «*projet rassembleur*». Il a proposé d'accueillir les propositions des militants les plus actifs, même s'ils sont parfois «*déstabilisants*» et «*imprévisibles*». Il les a décrits comme les «*alliés dans cette longue lutte pour la libération nationale*». La chef péquiste a répondu: «*Je suis complètement avec vos propos*».

Une des seules interventions critiques de la soirée a été faite par l'ancien député péquiste de Berthier Jean-Guy Mercier (de 1976 à 1981) et



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Pauline Marois avait soutenu hier matin qu'elle était à la tête du PQ «pour rester».

ancien candidat de l'Alliance canadienne (2000) et du Parti conservateur (2004). Aux dires de M. Mercier, le PQ n'est plus une coalition réunissant toutes les tendances «*comme dans les années 1970*». Il déplore que le PQ soit trop près des centrales syndicales et des groupes de pression. «*Il faut éviter de définir le pays du Québec avant qu'il naisse*», a-t-il soutenu, puisque le PQ pourrait perdre des voix chez les conservateurs.

Programme

En début d'assemblée, Mme Marois a dit vouloir d'abord et avant tout présenter à la population les grandes lignes du nouveau programme du PQ qui a été adopté lors du congrès de la mi-avril. La chef péquiste a donc rappelé qu'un des premiers gestes de son gouvernement serait de tenir une commission d'enquête sur la construction et de modifier la Loi sur le financement des partis politiques. «*Il faut que le Québec devienne un exemple d'intégrité*», a-t-elle répété. En se-

cond lieu, elle a mis en relief qu'un gouvernement du PQ ferait adopter une nouvelle Charte de la langue française. Elle a promis aussi de «*cesser de dilapider les ressources*» du Québec et de rompre avec l'attitude de «*porteur d'eau*». Elle a indiqué qu'il fallait écrire un «*dernier chapitre en matière de politique sociale: prendre soin de nos personnes âgées*».

Là pour de bon

En matinée, dans une entrevue au 98,5 FM, Pauline Marois avait soutenu qu'elle était à la tête du PQ «pour rester». Elle a mis l'accent sur le fait qu'elle ne ferait pas qu'«*écouter*» les citoyens, mais qu'elle comptait surtout présenter le nouveau programme de son parti. Une chef qui a «*du leadership*» a le devoir de proposer des solutions, a-t-elle noté. Dans un communiqué du 18 août, elle soutenait que l'assemblée citoyenne lui permettrait «*surtout*» de «*prendre le temps d'écouter les Québécois*» afin «*de mieux comprendre leurs rêves et leurs craintes*».

Françoise David veut donner de l'espoir aux Québécois

Le livre qu'elle peaufine s'en prend au défaitisme ambiant

ISABELLE PORTER

Québec — En réplique à la droite et à la montée de François Legault, la codirigeante de Québec solidaire, Françoise David, plaide dans son nouveau livre à paraître à l'automne que le Québec va mieux qu'on le dit et qu'il y a de «*l'espoir*».

«*Ce que j'ai envie de dire à la population du Québec, c'est: "N'écoutez pas ceux qui disent que le Québec est immobile, qu'il ne se fait plus rien"*», a-t-elle déclaré hier en marge d'un rassemblement de la coalition Pour que le Québec ait meilleure mine, devant l'Assemblée nationale. «*On nous rabâche tellement les oreilles en nous disant que ça n'a pas de bons sens, qu'il n'y a plus rien qui marche, qu'on est surtaxés, que l'État se dégingue, que la politique est corrompue. [...] Pourquoi est-ce qu'on ne parle jamais de ce qui est formidable au Québec?*»

Après quatre mois passés loin des caméras à rédiger son livre-bilan des cinq premières années de Québec solidaire, Mme David en est venue à la conclusion que les gens ont besoin de recevoir un message «*d'espoir*». D'ailleurs, le livre qui doit sortir à la mi-octobre a pour titre temporaire *De colère et d'espoir*.

«*On a toutes les raisons au monde d'espérer. Ce qu'il faut, c'est de multiplier les actions, les projets qui existent déjà, faisait-elle valoir hier. C'est une invitation [le livre] aux gens qui sont chez eux inquiets, indécis et intrigués par Québec solidaire, mais pas tout à fait prêts à y aller. C'est pour eux, le livre.*»

L'exemple Layton?

Lorsqu'on lui fait remarquer que le style positif a beaucoup été associé, ces derniers mois, au regretté Jack Layton, Françoise David répond que c'est «*tant mieux*». Elle n'a pas dit qu'il lui avait servi d'inspiration dans la rédaction de son livre, mais a cité sa lettre publique quand le groupe d'opposants au projet de réforme de la Loi sur les mines l'a invitée à prendre la parole.

En guise d'exemple de ce qui va bien au Québec, Françoise David évoque la relance du village dévitalisé de Saint-Camille en Estrie et celle du quartier Angus, dans Rosemont à Montréal. Elle souligne que les Québécois sont peut-être



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Françoise David doit faire paraître son livre à la mi-octobre, son titre temporaire étant *De colère et d'espoir*.

opposés aux gaz de schiste et aux forages pétroliers, mais favorables à l'éolien, au solaire et à la géothermie.

Faire le plein d'anciens péquistes

La codirigeante de Québec solidaire ne s'en cache pas: elle aimerait bien que la crise que traverse le PQ profite à son parti. «*Nous, on est porteurs du projet souverainiste, mais d'une manière différente que le PQ. Le PQ parle beaucoup de stratégie, d'y aller étape par étape. Nous autres, on dit: il faut que le projet soit clair, donner aux gens le goût de la souveraineté*».

Or selon la plupart des sondages menés cet été, la plupart des exilés du Parti québécois se tourneraient plutôt vers le futur parti politique de François Legault. Un phénomène que Mme David attribue à la soif «*insatiable*» des Québécois pour le changement depuis quelques années. Or, dit-elle, «*François Legault, c'est l'homme de la politique péquiste de Lucien Bouchard. C'est ça, M. Legault, l'homme des coupes budgétaires, c'est l'homme qui essaie d'introduire des modes de gestion de l'entreprise privée dans la santé...*»

Les vigiles se sont multipliées pour Jack Layton

VALÉRIAN MAZATAUD

D'un bout à l'autre du pays, des groupes de citoyens ont mis en place vigiles et actions commémoratives en mémoire de l'ancien chef du Nouveau Parti démocratique (NPD).

Hier, les bureaux de circonscription du parti sont restés ouverts pour permettre aux citoyens de signer des livres de condoléances à l'attention de Jack Layton. Certains élus d'autres formations ont fait de même, comme le libéral Frank Valeriote à Guelph, ou le premier ministre de la Saskatchewan, Brad Wall, farouche adversaire du NPD.

À Montréal, une vigile à la bougie au pied du mont Royal a réuni plusieurs centaines de personnes. Au même moment à Québec, une réunion plus modeste a rassemblé une vingtaine de personnes au parc Roland-Beaudin. Ailleurs au pays, de Vancouver à Halifax, en passant par Toronto ou la colline parlementaire d'Ottawa, d'autres veillées ont réuni des centaines de citoyens, visiblement émus, déposant fleurs, chandelles ou livres d'or. Plusieurs n'ont pas hésité à faire preuve d'humour pour célébrer la mémoire d'un des rares politiciens à être connu par son seul prénom. Certains arboraient une fausse moustache et d'autres déposaient des bouteilles de boisson gazeuse Orange Crush.

À Toronto, les murs de l'hôtel de ville, où le corps de M. Layton sera exposé vendredi et samedi matin, ont été recouverts de graffitis à la craie, et d'autres messages similaires ont commencé à envahir les murs des villas du pays.

Lundi soir et hier soir encore des milliers de personnes ont laissé la lumière de leur porche allumée en réponse à l'appel d'un groupe Facebook qui réunissait hier plus de 13 000 personnes. Les organisateurs ont bien entendu conseillé de privilégier les ampoules à basse consommation.

En Alberta, une veillée au flambeau se tiendra demain à 19h30 sur les marches de l'Assemblée législative d'Edmonton, et une cérémonie aura lieu au Harbourside Park de St-John's, Terre-Neuve, à 18h.

Le Devoir
Avec La Presse canadienne

Le Devoir

ACTUALITÉS

Évaluation environnementale stratégique

La nomination de François Tanguay fait plusieurs mécontents

LOUIS-GILLES
FRANCŒUR

La nomination de François Tanguay, un ancien directeur de Greenpeace Québec et ancien régisseur à la Régie de l'énergie, comme membre du comité responsable de l'évaluation environnementale stratégique (EES) sur les gaz de schiste, «*ne nous convient pas*», affirme un collectif de 14 organismes sociaux et environnementaux engagés dans ce dossier.

Les signataires, dont Éric Darré de Greenpeace Québec et Michel Leclerc des Amis de la

François Tanguay «*n'a pas la légitimité*

pour agir en tant que “représentant”

des groupes environnementaux

et des comités de citoyens»

Terre — un groupe dont a aussi fait partie François Tanguay à l'époque —, ont fait état de leur insatisfaction dans une lettre qu'ils ont fait parvenir hier au ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, Pierre Arcand.

Les représentants de ces groupes ont rencontré le ministre Arcand au cours de l'été comme en fait foi un résumé de cette rencontre, obtenu par *Le Devoir* tout comme la lettre expédiée hier.

Un «représentant»

Selon ce document, les quatre représentants des groupes sociaux et environnementaux ont compris lors de cette rencontre que le ministre les avait invités à désigner chacun un «représentant» au sein du comité responsable de l'EES.

Ils ont ainsi désigné Kim Cornelissen, vice-présidente de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA), le groupe qui a lancé au Québec le dossier des gaz de schiste. Les groupes sociaux ont désigné pour leur part Serge Fortier, le porte-parole du Comité de vigilance gaz de schiste Lotbinière-Bécancour.

Mais le ministre Arcand a plutôt choisi une proposition du groupe Équiterre, qui n'œuvre pas dans la coalition qui regroupe les signataires de la lettre d'hier. La nomination de François Tanguay a été appuyée dès son annonce par Équiterre, par le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement (RNCREQ), un organisme de concertation, et par la Fondation Suzuki.

Dans leur lettre d'hier, les 14 groupes — dont Nature-Québec, l'AQLPA, MCN-21, Eau Secours! et le Collectif scientifique sur les gaz de schiste — rappellent au ministre Arcand que «vous nous aviez invités,

pour une deuxième fois, à vous soumettre les noms de nos représentants. Aujourd'hui, nous constatons cependant qu'aucune de nos demandes n'a été retenue. Cela n'aide en rien à développer le climat de confiance souhaité» envers sa controversée EES.

Un déséquilibre persistant

Se référant à la nomination de plusieurs représentants ou de personnes proches du gouvernement ou des industriels au comité de l'EES, les 14 signataires ajoutent: «Aujourd'hui, ce déséquilibre persiste. L'ajout de M. François Tanguay [...] semble s'être fait sans aucune considération des choix des deux représentants sou-

mis par les groupes environnementaux et citoyens les plus actifs dans ce dossier. Ce choix retenu malgré nos demandes clairement exprimées ne nous convient pas. En effet, bien qu'il semble que M. Tanguay possède des compétences, une expérience et une disposition pertinence pour accomplir la tâche qui lui est confiée, à notre avis, il n'a pas la légitimité pour agir en tant que “représentant” des groupes environnementaux et des comités de citoyens qui se sont intensément investis dans le dossier à ce jour. Notons à cet effet que M. Tanguay n'est pas à l'emploi d'un groupe environnemental, n'a pas été, est n'est toujours pas en contact avec les principaux groupes travaillant sur les gaz de schiste, groupes dont nous sommes les représentants.»

En entrevue, le président de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA), André Bélisle, a précisé avoir beaucoup de difficulté à comprendre comment le groupe Équiterre, peu impliqué dans la coalition, a pu omettre de consulter les groupes qui refusent aujourd'hui sa proposition. Il s'indigne encore plus de ne pas avoir été consulté par le RNCREQ, dont l'AQLPA fait partie depuis 20 ans, dit-il.

Au cabinet du ministre Pierre Arcand, sa porte-parole, Sarah Shirley, a expliqué que le ministre avait demandé aux groupes des «propositions de candidature» et non pas «leurs représentants» pour le comité controversé. Les groupes redisent d'ailleurs clairement au ministre que les travaux de ce comité ne seront pas crédibles s'il n'examine pas à fond la pertinence de développer les gaz de schiste au Québec par rapport au potentiel et aux impacts d'autres filières énergétiques.

Le Devoir

Écrasement d'un avion dans le Grand Nord

Harper rend hommage aux secouristes

BRUCE CHEADLE

Resolute Bay, Nunavut — Stephen Harper a entamé son voyage en Arctique à Resolute Bay, hier, en rencontrant les premiers secouristes à avoir atteint les décombres du vol 6560 de First Air, qui s'est écrasé samedi dans le Grand Nord canadien.

«Avec les premiers répondants de la communauté de Resolute Bay, vous avez été les premiers à faire face au danger auquel vous vous étiez préparés», a déclaré le premier ministre à quelques centaines de militaires, membres de la garde côtière et de la communauté réunis dans une tente de l'armée.

«Votre présence et votre rapidité ont sauvé des vies. Au milieu de cette grande tragédie, vous avez aidé à sauver des vies. Nous ne l'oublierons jamais», a-t-il continué.

Douze personnes sont mortes dans l'écrasement du Boeing 737. Trois autres personnes ont

été blessées. L'écrasement est survenu à huit kilomètres de l'aéroport de Resolute Bay, où l'avion devait atterrir. Il avait décollé à Yellowknife.

M. Harper a retardé et raccourci la durée de sa visite à Resolute Bay afin de ne pas surcharger les infrastructures de cette petite ville, déjà dépassée par les événements.

Un exercice militaire a été annulé et une centaine de militaires des Forces canadiennes ont dû être évacués pour faire place à des spécialistes des catastrophes aériennes, des coroners et des examinateurs judiciaires.

Lors de son passage, le premier ministre a souligné la capacité, désormais accrue, de réagir aux catastrophes qui ont lieu dans le Grand Nord, avant de préciser qu'il n'était pas possible d'avoir des installations de recherche et de sauvetage dispersés dans le Nord canadien.

La Presse canadienne

Griffintown: le maire du Sud-Ouest et le promoteur sont en brouille

Benoit Dorais accuse Devimco d'évacuer

les logements sociaux des phases 2 et 3 du projet immobilier

JEANNE CORRIVEAU

Les relations ne semblent pas être au beau fixe entre le maire de l'arrondissement du Sud-Ouest, Benoit Dorais, et le promoteur Devimco. Le maire Dorais a fait savoir qu'il ne participerait pas à la conférence de presse du promoteur du District Griffin prévue demain pour souligner le lancement des travaux de la phase 1 du projet. Il soutient que Devimco tente de se soustraire à ses engagements de construire des logements sociaux et abordables dans les phases 2 et 3 du projet.

La première phase du District Griffin, évaluée à 475 millions, comportera 1375 logements, dont une majorité de condos ainsi que 206 logements sociaux et 275 logements abor-

dables, conformément à la stratégie d'inclusion de logements abordables adoptée par la Ville de Montréal.

Benoit Dorais soutient que le président de Devimco, Serge Goulet, refuse de réserver une telle part aux logements sociaux et abordables dans les deux autres phases du projet et qu'il contreviendrait ainsi à ses engagements. «C'est écrit dans l'accord de développement qu'il a signé avec la Ville», précise le maire.

Entourloupettes?

«Or là, il ne veut plus les faire pour les phases subséquentes, affirme M. Dorais. Et il est train d'essayer de faire un paquet d'entourloupettes [pour se soustraire de ses obligations].» Serge Goulet songerait à créer une

autre société ou de s'allier un partenaire pour gérer son projet immobilier, affirme M. Dorais. Le promoteur aurait aussi évoqué les coûts élevés d'acquisition de terrains pour justifier sa décision, ajoute-t-il.

Mécontent, M. Dorais a annoncé qu'il n'assistera pas à la conférence de presse de Devimco demain, alors que le responsable du développement économique au comité exécutif et membre du parti du maire Gerald Tremblay, Richard Deschamps, y sera.

Le Devoir a tenté d'obtenir la version des faits de Serge Goulet, mais celui-ci s'est refusé à tout commentaire.

De son côté, Richard Deschamps n'a pas voulu commenter le litige: «Les discussions qui ont lieu par rapport

à la phase 2 se passent entre M. Goulet et l'arrondissement. Je ne veux pas interpréter ce qui se passe dans les négociations», a-t-il dit au *Devoir*.

À la Ville de Montréal, on demeure prudent puisque les pourparlers en prévision de l'accord de développement de la phase 2 ne font que s'amorcer. «C'est un peu prématuré de tirer des conclusions sur le contenu de l'accord de développement», estime Jean Savard, conseiller en planification à la Direction du développement économique et urbain de la Ville.

Le Devoir a d'ailleurs appris qu'une première rencontre entre l'arrondissement, la Ville et le promoteur aura lieu la semaine prochaine.

Le Devoir

Un quartier en pleine ébullition

Ancien quartier industriel, Griffintown vit une effervescence immobilière stimulée par l'adoption, en 2008, d'un programme particulier d'urbanisme (PPU) qui l'a transformé en secteur résidentiel à haute densité. À l'origine, Devimco devait piloter le développement de l'ensemble du secteur, mais le climat économique difficile l'a obligé à revoir ses ambitions à la baisse. Du même coup, la Ville a mis fin aux décrets d'expropriation qui bloquaient tout autre projet immobilier dans

le quartier. Résultat: Devimco procédera par phases en concentrant d'abord ses efforts dans les îlots situés au sud de la rue Wellington. Les promoteurs se bousculent donc aux portes de Griffintown, confirme Patrice Groleau, propriétaire de McGill Immobilier. «Tout le monde est en train de faire des offres sur les différents terrains dans ce secteur. C'était le secteur qui était le plus sous-développé de Montréal, mais il va se développer à la vitesse grand V», explique le

courtier, spécialisé dans la mise en marché de projets immobiliers. Devimco a perdu l'exclusivité sur Griffintown, mais M. Groleau estime qu'une mixité de promoteurs est susceptible de favoriser un meilleur développement du quartier en attirant une variété d'architectes différents et en accélérant son développement. «Je pense que c'est plus sain à long terme pour le quartier», dit-il.

Le Devoir

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les travaux préparatoires de la phase 1 du projet de l'autoroute Bonaventure devraient débuter à l'automne et s'échelonnent sur les cinq prochaines années.

Montréal va de l'avant avec les travaux de l'autoroute Bonaventure

L'administration a reçu l'aval du conseil municipal pour un emprunt de 71 millions

JEANNE CORRIVEAU

La grogne des automobilistes au sujet de la congestion routière et les critiques des partis d'opposition n'empêcheront pas l'administration de Gerald Tremblay d'aller de l'avant avec son projet de réaménagement de l'autoroute Bonaventure. L'administration, qui vient de recevoir l'aval du conseil municipal pour un emprunt de 71 millions, a indiqué que la structure routière ne sera pas démantelée avant 2013 ou 2014.

«On ne voit pas pourquoi l'opposition tient tant à arrêter les projets de développement. Il y a un an, on se faisait accuser d'immobilisme à Montréal. Mainte-

nant qu'il y a plein de projets et que nous allons de l'avant, on voudrait tout retarder», a soutenu le responsable du développement au comité exécutif, Richard Deschamps.

Les travaux préparatoires de la phase 1 du projet devraient débuter à l'automne et s'échelonnent sur les cinq prochaines années, a-t-il précisé. Il s'agira notamment de procéder à des travaux de voirie et d'infrastructures. On profitera de l'occasion pour construire un nouveau bassin de rétention et pour réhabiliter le collecteur William. «La mise à terre de l'autoroute, ça va être l'acte final», a expliqué M. Deschamps.

Richard Deschamps estime qu'il vaut mieux entreprendre le réaménagement de Bonaventure avant que les travaux de l'échangeur Turcot ne commencent. Et comme on ignore encore quel sort sera réservé au pont Champlain, rien ne sert d'attendre, croit-il.

Les partis d'opposition ne sont pas de cet avis, jugeant plutôt qu'un chantier supplémentaire ne fera qu'aggraver les problèmes de congestion routière. «L'administration a besoin de sauver les meubles et de défendre ce projet-là bec et ongles alors que celui-ci n'a pas sa raison d'être maintenant», estime le maire de l'arrondissement du Sud-Ouest et membre de Vision Montréal, Benoit Dorais.

Selon le chef de Projet Montréal, Richard Bergeron, le projet devrait être mis en veilleuse en raison, notamment, de ses coûts élevés et des questionnements au sujet de la gouvernance du projet piloté en collaboration avec la Société du Havre de Montréal. «Suspendez tout sur le dossier Bonaventure jusqu'à ce que la prochaine administration fasse son choix et accouche d'un projet mieux éclairé», a-t-il dit.

Rappelons que le conseil municipal de Montréal a approuvé à la majorité, lundi soir, un règlement d'emprunt de 71 millions pour la première phase du projet Bonaventure.

Le Devoir

EN BREF

Verdun somme le golf de l'île des Sœurs de rouvrir

L'arrondissement de Verdun somme le promoteur Pierre Emond de rouvrir le golf de l'île

des Sœurs et de se conformer à la réglementation municipale, faute de quoi des recours seront entrepris par les autorités municipales pour régulariser la situation ou résilier le bail. Dans une mise en demeure expédiée vendredi dernier à M. Emond, l'arrondissement

soutient qu'en fermant le golf le 5 août dernier, le gestionnaire a contrevenu à l'entente intervenue entre les deux parties. Rappelons que l'arrondissement est propriétaire du terrain et que le promoteur gère son golf en vertu d'un bail emphytéotique. Le litige porte notam-

ment sur l'installation de filets à deux endroits sur le site. Le maire de l'arrondissement, Claude Trudel, soutient que l'arrondissement est prêt à permettre l'installation des deux filets pour autant que les normes municipales soient respectées. — *Le Devoir*

Fin du solde aujourd'hui.

30 % sur tous les vols Porter ! Prendre un petit coût c'est agréable.

Savourez le bon goût de l'été à petit coût.
30 % de rabais vers toutes les destinations Porter.
Réservez dès aujourd'hui avec le code **COCKTAIL**.



Vols au départ de Montréal. Mentionnez le code **COCKTAIL**

Voyagez entre le 2 septembre et le 15 décembre 2011. Les tarifs ci-dessous incluent le rabais de 30 %.
Les tarifs aller simple incluent les surcharges de ligne aérienne et les frais d'aéroport.**

TORONTO 20 par jour 85 \$*	HALIFAX 2 par jour 148 \$*	ST. JOHN'S 160 \$*	SAULT STE. MARIE 137 \$*	SUDBURY 151 \$*	THUNDER BAY 152 \$*
WINDSOR 123 \$*	BOSTON 187 \$*	CHICAGO 187 \$*	MYRTLE BEACH Dès le 8 septembre 219 \$*	NEW YORK 135 \$*	

Réservez en ligne ou contactez votre agent de voyages.

*Porter peut exiger un achat jusqu'à 21 jours à l'avance. Ce tarif aller simple n'exige pas l'achat d'un aller-retour. Les sièges à ce tarif sont en nombre limité et peuvent ne pas être disponibles sur tous les vols ou pour toutes les dates. Ces tarifs pourraient ne pas être en vigueur pendant toute la durée de la promotion. Offre valable pour les nouvelles réservations seulement.

**Les tarifs aller simple incluent les services de NAV Canada, les frais d'assurance et les frais d'amélioration aéroportuaire (FAA), mais excluent les taxes et frais gouvernementaux. Les tarifs à destination de Montréal peuvent être différents.

ACTUALITÉS

Un amour nommé tandem

Claude Trudel et Annie Mathieu roulent sur deux roues... mais avec quatre pédales

L'exotisme en ville surgit parfois sur deux roues. Portrait d'une activité encore marginale qui pique la curiosité.

JÉRÔME DELGADO

Chez Claude Trudel et Annie Mathieu, le vélo est une affaire de couple. Ils en font ensemble, pour être ensemble. La fin de semaine, leur dada consiste à faire le marché... à bicyclette. Une seule: deux roues, mais quatre pédales, deux guidons, deux selles. Un tandem, quoi.

Leurs obligations professionnelles — elle, comptable chez Desjardins; lui, commis à Ur-

l'hypothèque», dit Claude Trudel, pince-sans-rire.

Ils se sont rencontrés il y a six ans au cours d'une randonnée pédestre. C'est elle, la marcheuse. La bécane, c'est lui, depuis toujours. «*Enfant, je me souviens que j'allais jusqu'au parc La Fontaine*», dit celui qui a grandi dans l'est de l'île.

Il roule pour se rendre au travail ou comme photographe amateur; à la chasse aux images. Établis à Rosemont depuis mai, les deux ex-banlieusards planifient un voyage vélo, en France ou au Vietnam. Cet été, c'est Montréal qu'ils redécouvrent. Et nous, on les apprivoise.

Claude Trudel et Annie Mathieu sont une curiosité, pas de doute. Les gens les arrêtent, obser-

vent leur vélo, le touchent même, comme d'autres caressent la tête d'un caniche.

Au bureau, la comptable entend parfois

de gentilles blagues taquines. «*J'ai l'impression que, pour eux, il s'agit d'une activité pour les 50 ans et plus*», dit-elle, sourire aux lèvres.

Pourtant, assure son conjoint averti, le tandem attire les jeunes. Par exemple, des collègues s'en servent à la campagne.

En ville, le tandem demeure rare. Des oiseaux de leur sorte, Claude et Annie n'en ont croisé que dans le Vieux-Montréal, où l'on peut louer des vélos doubles. Le tandem rural, disons, roule davantage. Mais la demande est à la hausse, si l'on se fie aux marchands.

«*On en vend cinq ou six par année. C'est nouveau*», dit Carlos Santibañez, de Primeau Vélo, qui estime que les ventes



Claude Trudel et Annie Mathieu ont adopté le tandem il y a deux ans parce qu'à vélos distincts, elle n'arrivait pas à le suivre. Lui, il la tire pour ne pas la perdre. Elle, elle le retient pour l'empêcher de se sauver. «Mais on n'a pas besoin de contrat, on a déjà l'hypothèque.»

courbés, pour faire de la distance. Ils ne cherchent pas la performance, mais l'expérience. Ça roule plus vite, deux personnes qui pédalent.»

Il est difficile d'évaluer sa popularité. Même Vélo-Québec, qui publie tous les cinq ans un «état du vélo», en est incapable. Le dernier rapport, dévoilé en 2011 et qui dénombre quatre millions de cyclistes — un Québécois sur deux! —, ne mentionne pas le tandem. «*Ça reste une activité marginale*», explique Patrick Foley, conseiller à Vélo-Québec.

Selon Rémi Lafleur, chef vélo à Mountain Equipment Coop, il en sera toujours ainsi parce que

le tandem est particulier, et onéreux. Lui et sa copine, coureurs avertis, l'ont pourtant adopté en 2005, question de pouvoir «partir, rouler et arriver en même temps». Si lui ne perdra jamais le goût de rouler seul, il adore la sensation, dans les virages et à haute vitesse, lorsqu'il manœuvre sa «bête». «*C'est grisant, c'est comme une fusée*», confie-t-il.

Claude Trudel et Annie Mathieu cherchent à garder la forme. Sans plus. Leur tandem n'arbore aucun accessoire incitant à la performance. Ni odomètre ni pédales à clip, même pas de cale-pieds.

«On sait qu'on atteint 50 km

à l'heure lorsqu'on croise un radar qui affiche les vitesses», confie Claude Trudel. Lui n'a pas la sensation de conduire une fusée, mais un «autobus scolaire». Ce qui ne l'empêche pas de passer dans les ruelles, son terrain de jeu préféré.

Annie Mathieu, elle, est fière de pouvoir monter désormais la côte Berri sans s'essouffler. Elle s'est aussi adaptée à rouler sans diriger. C'est une question de confiance... aveugle. Elle ne voit rien, sinon le large dos de son partenaire. «*Tout ce qu'il manque à ce vélo, c'est un périscope*», dit-elle.

Collaborateur du Devoir

Contacts
BSL

Votre partenaire pour ASSURER
des communications de QUALITÉ
avec vos CLIENTS



Agents
Bilingues

Vous avez un projet?
1-877-797-0001

Contacts BSL Inc. est un centre de contacts clients
Avec une capacité de 125 stations
Situé en région, à Rivière-du-Loup.

Nos services

- Télémarketing
- Service à la clientèle
- Soutien technique
- Service d'information
- Téléventes
- Rappels de produits
- Prise de rendez-vous
- Sondage
- Clavardage
- Traitement des courriels

Pourquoi faire affaire avec nous ?

- Dévouement et qualité du service
- Un service personnalisé pour répondre à vos besoins
- Gain de temps et d'argent
- Des employés qui font carrière chez nous
- Équipé à la fine pointe de la technologie

Appelez-nous pour en savoir plus au
1-877-797-0001

Des produits toxiques trouvés dans les vêtements de grandes marques

Pékin — Des traces de substances chimiques toxiques susceptibles de porter atteinte aux organes de reproduction des êtres vivants ont été détectées dans des produits de 14 grands fabricants de vêtements, a annoncé Greenpeace hier à Pékin.

Parmi les marques mises en cause par l'ONG de défense de l'environnement figurent Adidas, Uniqlo, Calvin Klein, Li Ning, H&M, Abercrombie & Fitch, Lacoste, Converse et Ralph Lauren.

Greenpeace a acheté dans 18 pays des échantillons de vêtements de ces marques, fabriqués notamment en Chine, au Vietnam, en Malaisie et aux Philippines. Puis elle a soumis ces textiles à des analyses.

«*Des éthoxylates de nonylphénol [NPE] ont été détectés dans les deux tiers de ces échantillons*», a expliqué dans une conférence de presse à Pékin Li Yifang, en présentant le rapport *Dirty Laundry 2* (*Linge sale 2*).

Les NPE sont des produits chimiques fréquemment utilisés comme détergents dans de nombreux processus industriels et dans la production de textiles naturels et synthétiques. Diversés dans les goûts, ils se décomposent en nonylphénol (NP), un sous-produit très toxique.

«*Le nonylphénol est un perturbateur hormonal*», a souligné Mme Li, en précisant qu'il pouvait contaminer la chaîne alimentaire et qu'il s'accumulait au sein des organismes vivants, menaçant leur fertilité, leur système de reproduction et leur croissance.

«*Ce n'est pas seulement un problème pour les pays en développement où sont fabriqués les textiles*», a insisté Li Yifang. *Étant donné les quantités résiduelles de NPE relâchées quand les vêtements sont lavés, ils s'insinuent dans des pays où leur usage est interdit.*»

Selon l'ONG WWF, de telles substances, capables d'imiter les hormones œstrogènes naturelles, sont impliquées dans la «féminisation» constatée chez de nombreux poissons mâles en Europe ainsi que dans les perturbations du développement sexuel de certains mammifères.

Pour marquer la sortie du rapport, des militants de Greenpeace habillés en arbitres de football ont fait irruption hier dans un magasin Adidas de Hong Kong, distribuant des cartons jaunes appelant la marque à éliminer les substances nocives de ses produits.

Le mois dernier, Greenpeace a rendu public le document *Dirty Laundry*, un précédent rapport qui montrait comment les fournisseurs de grands groupes textiles empoisonnaient l'eau de certains fleuves chinois avec leurs rejets chimiques.

À la suite de cette publication, les marques Puma et Nike se sont engagées à éliminer de leurs processus de fabrication toute substance chimique toxique d'ici à 2020.

En revanche, Adidas s'est bornée à un «communiqué vague, sans engagement de sa part», selon Mme Li.

Agence France-Presse

EN BREF

L'ADQ consulte sur la santé

Après Montréal, l'Action démocratique du Québec entame sa consultation sur la santé en région. L'ADQ s'arrêtera à Saint-Jérôme le 15 septembre avant de visiter 11 autres villes du Québec d'ici le 5 octobre. Avec ces consultations, le parti souhaite présenter des solutions pour le système de santé lors de son Conseil général, qui se tiendra à la fin d'octobre. — *Le Devoir*

Les municipalités se réunissent

Québec — Quarante et un maires et préfets de partout au Québec seront à Orford, en Estrie, à compter de demain, dans le cadre d'une réunion du conseil d'administration de la Fédération des municipalités du Québec (FMQ). Au cours de cette réunion de deux jours, les élus discuteront notamment des priorités de l'automne, des infrastructures, de la refonte du

régime minier et du livre vert sur l'agriculture et le bioalimentaire. Certaines orientations discutées seront acheminées à l'assemblée générale, qui se tiendra dans le cadre du congrès annuel de la FMQ. Le conseil d'administration de la Fédération se réunit six fois par année. Il a notamment pour objectif de se rapprocher des membres de la FMQ. Fondée en 1944, la Fédération compte plus de 1000 municipalités locales et MRC membres ainsi que 7000 élus. — *La Presse canadienne*

ACTUALITÉS

Mouvement de désobéissance civile contre le pipeline Keystone XL

LOUIS-GILLES
FRANCŒUR

Près de 200 personnes ont été arrêtées et emprisonnées à Washington depuis samedi dans le cadre d'une campagne de désobéissance civile qui pourrait devenir une des plus importantes jamais planifiées en Amérique du Nord et qui se donne comme objectif de forcer le président Barack Obama à bloquer personnellement le projet de pipeline Keystone XL.

Pour les grands groupes à l'origine de ce mouvement de contestation, qui se poursuivra jusqu'au 3 septembre, cette bataille va constituer un test décisif pour le président Obama et sa volonté de lutter contre les changements climatiques, une des promesses charnières de son élection. Pour les écologistes, le président n'a plus ici l'excuse de voir ses politiques bloquées par la Chambre à majorité républicaine. Il lui appartient en propre de signer le décret d'autorisation. En fin de semaine, l'influent *New York Times* l'a d'ailleurs invité à faire échec à ce projet parrainé par le lobby des pétrolières de l'Ouest canadien.

Ce pipeline de 3190 km permettra de hausser jusqu'à 1,1 million de barils par jour la capacité d'exportation des sables bitumineux à partir de Hardisty, en Alberta, jusqu'au Texas, à compter de 2012.

Selon TransCanada, il pourrait même être éventuellement prolongé jusqu'aux raffineries de la côte du golfe du Mexique.

Le pipeline Keystone XL s'ajoute au pipeline principal de TransCanada, qui porte tout simplement le nom de Keystone. Ce pipeline principal, dont la construction s'achève, s'étend sur 3456 km. Il traverse huit États, dont le Nebraska agricole, où l'on craint tout particulièrement une fuite, comme il s'en est produit deux depuis le début de l'année, une menace à la fois pour les eaux souterraines et pour les écosystèmes.

Les deux projets Keystone, d'une valeur globale de 13 milliards, ont été autorisés du côté

canadien. Du côté des États-Unis, si le pipeline principal a été autorisé, le deuxième projet, le Keystone XL, a été autorisé par certains États, mais pas encore par Washington.

C'est pour contrer ce projet, qui fournira 5 % de tout le pétrole consommé aux États-Unis à compter de 2013, qu'une coalition de groupes environnementaux a mis sur pied une campagne de désobéissance civile sans précédent. Plus de 2000 personnes jusqu'ici, dont des célébrités et d'anciens porte-parole de la Maison-Blanche, des acteurs et actrices d'Hollywood et des personnalités universitaires, ont pris l'engagement écrit d'aller participer au blocage quotidien des entrées de la Maison-Blanche, ce qui les assure d'être arrêtées et traduites en justice.

Hier, deux actrices canadiennes, Margot Kidder (*Il danse avec les loups*) et Tantoo Cardinal (Lois Lane dans *Superman*), faisaient partie des personnes arrêtées et menottées.

Tous dénoncent ce projet parce qu'il fournira aux États-Unis un pétrole dont les rejets de gaz à effet de serre sont de 40 % supérieurs à ceux d'un pétrole classique. Mais depuis quelques jours, les défenseurs des cours d'eau s'ajoutent aux défenseurs du climat.

Un représentant de TransCanada, Jim Krause, directeur général des opérations de cette multinationale, a affirmé devant une commission parlementaire de l'État du Nebraska que le pipeline pourrait, s'il devient momentanément inactif, servir à expédier de l'eau provenant de la nappe souterraine Ogallala aux États assoiffés du Sud. La nappe Ogallala est pourtant une des plus menacées des États-Unis par l'agriculture intensive qui se pratique dans les hautes plaines de ce pays. Du côté canadien, la crainte que cet équipement serve un jour à des exportations massives d'eau a ravivé les pires craintes du Conseil des Canadiens et du groupe Food & WaterWatch.

Le Devoir



MITCH KOPPELMAN REUTERS

À Washington, plusieurs travailleurs sont descendus dans la rue et se sont rassemblés à la Freedom Plaza, vers 14h, après que la terre eut tremblé. L'ambiance était cependant joyeuse, certains mimant la manière dont ils avaient été secoués, sourire aux lèvres.

L'est des États-Unis a été secoué par un rare tremblement de terre

La secousse de magnitude 5,8 a été ressentie jusqu'en Abitibi

Un rare séisme de magnitude 5,8 a semé la pagaille hier après-midi sur la côte est des États-Unis, notamment à New York et Washington, où de nombreux immeubles de bureaux ont été évacués, mais aucun blessé ni dégât grave n'était à déplorer.

«Il s'agit d'un des plus puissants séismes [à survenir] sur la côte est depuis longtemps; depuis plusieurs décennies au moins», a assuré Lucy Jones, sismologue à l'Institut de géophysique américain (USGS), sur CNN.

Un tremblement de terre est considéré comme «puissant» à partir de 6. L'épicentre se situe à une soixantaine de kilomètres de Richmond en Virginie, et à environ 130 km au sud-ouest de Washington, selon l'USGS, qui précise que la secousse a eu lieu à 13h51. Il s'agit du séisme le plus puissant à survenir en Virginie depuis mai 1897.

Le président Barack Obama a été informé de la situation alors qu'il jouait au golf sur l'île huppée de Martha's Vineyard, où la secousse a également été ressentie, a indiqué son porte-parole Josh Earnest.

«Il a été dit au président qu'aucune information pour l'instant [ne faisait état] de dégâts majeurs au niveau des infrastructures, y compris les aéroports et les centrales nucléaires, ni de demande d'assistance», a ajouté M. Earnest.

Le séisme a cependant entraîné l'arrêt des deux réacteurs d'une centrale nucléaire de Virginie à la suite d'une coupure d'électricité, a indiqué un responsable de la société qui l'exploite, David Heacock, sur CNN.

À Washington et à New York,

À Washington et à New York, la secousse a fait trembler les bâtiments pendant une trentaine de secondes

la secousse a fait trembler les bâtiments pendant une trentaine de secondes, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Les trottoirs étaient envahis d'employés de bureaux, et les rues bloquées par un immense embouteillage. L'ambiance était cependant joyeuse, certains mimant la manière dont ils avaient été secoués, sourire aux lèvres. Beaucoup tentaient de joindre leurs proches, mais les lignes téléphoniques étaient perturbées.

Le Pentagone a été brièvement évacué dans le calme, tout comme le Capitole, siège du Congrès.

Secousses étonnantes au Québec

Il est assez étonnant que les Québécois aient ressenti, hier après-midi, un séisme de magnitude 5,8 survenu en Virginie, soit à des centaines de kilomètres de la Belle Province.

C'est du moins l'avis du sismologue et professeur à la retraite de l'Université du Québec à Chicoutimi, Reynald Du Berger. «C'est quand même intéressant que des gens aussi loin l'aient ressenti», a-t-il affirmé à La Presse canadienne.

Selon lui, le séisme qui a secoué Washington, New York et le Rhode Island hier après-midi et qui a été ressenti jusqu'en Abitibi

au Québec est comparable à celui survenu au Saguenay en 1988. Mais selon lui, ce qui est particulier dans ce dernier cas est que l'épicentre du séisme était situé à une profondeur de seulement 800 mètres, comparativement à 28 kilomètres pour celui de 1988.

«Plus le tremblement de terre est profond, plus on peut le ressentir loin. Là, on parle d'un tremblement de terre peu profond», a-t-il expliqué.

«Nos roches de l'est de l'Amérique du Nord conduisent apparemment beaucoup mieux l'éner-

gie que les roches dans l'Ouest. Autrement dit, un tremblement de terre de magnitude 4 dans l'Est va se ressentir à peu près dix fois plus loin qu'un tremblement de terre de magnitude 4 dans l'Ouest», a également souligné le sismologue.

Montréal a tremblé

À Montréal, André Gulko, qui travaille à l'Hôtel, un petit établissement dans le centre-ville, a vu une grande toile d'une valeur de 1,5 million de dollars brièvement bouger dans le hall. «J'étais à la réception, je n'ai rien senti mais j'ai trouvé étrange de le voir se déplacer», a-t-il témoigné à propos du précieux tableau.

Sophie Gravel, qui travaille au comptoir de sécurité à la Tour de la Bourse, a quant à elle dit avoir reçu plusieurs appels de travailleurs en provenance des étages supérieurs. «Trois personnes ont appelé pour me dire qu'ils ont senti le sol trembler», a-t-elle affirmé.

Agence France-Presse
La Presse canadienne

La Terre compterait 8,8 millions d'espèces

SETH BORENSTEIN

Washington — Une nouvelle étude avance que la Terre compte près de 8,8 millions d'espèces, mais que seulement le quart d'entre elles a été découvert jusqu'à présent.

Jusqu'à aujourd'hui, 1,9 million d'espèces ont été recensées. Parmi les découvertes les plus récentes se trouvent des créatures petites et parfois bizarres, comme une grenouille-poisson psychédélique, un lézard de la taille d'une pièce de dix cents et un minuscule homard aveugle et poilu trouvé dans le fond de l'océan.

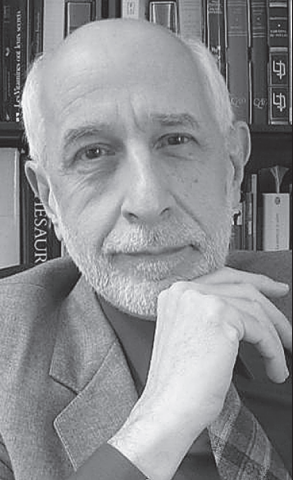
Pour parvenir à leurs conclusions, Worm et Camilo Mora, de l'Université d'Hawaï, ont recouru à des modèles mathématiques complexes et analysé la cadence des découvertes d'espèces, mais aussi de celles dans d'autres catégories de la taxonomie, comme la famille.

Leur étude, publiée hier dans la revue électronique *PLoS Biology*, une publication de l'organisation Public Library of Science, évalue le nombre d'espèces vivant sur la Terre à près de 8,8 millions.

Parmi toutes ces créatures, 6,5 millions seraient des espèces vivant sur la terre ferme et 2,2 millions vivraient dans l'océan, domaine d'étude prioritaire pour Worm et Camilo Mora, car ils participent au Recensement de la vie marine, une initiative regroupant des scientifiques de partout dans le monde et visant à répertorier la vie dans l'océan.

En ce qui concerne le nombre d'espèces différentes, l'étude avance que les animaux en comptent 7,8 millions, suivis par les champignons, avec 611 000, et les plantes, avec 300 000.

Associated Press



Congédié ?

Voyez

François Gendron

avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

LA
DÉMOCRATIE
EN QUESTION

Congrès de L'Entraide missionnaire
10 et 11 septembre 2011

Avec **CHRISTIAN NADEAU**, professeur au département de philosophie de l'Université de Montréal :
Droits et démocratie. Alliés ou adversaires ?

SALIMA GHEZALI, journaliste et écrivaine algérienne, éditrice de l'hebdomadaire *La Nation* :
Pour comprendre les mutations dans le monde arabe

MARCELO SOLERVICENS, politologue et journaliste, secrétaire général de l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (AMARC) :
Voix et voies démocratiques en Amérique latine

RICCARDO PETRELLA, économiste et politologue, professeur émérite de l'Université catholique de Louvain en Belgique : *La planète des biens communs*

Congrès ouvert au public

À l'auditorium du Collège Notre-Dame,
3799 chemin Queen Mary, Montréal
Programme détaillé : www.web.net/~emi
Renseignements : emi@web.ca / 514-270-6089
Inscription obligatoire
Coût jusqu'au 31 août : 95\$
À partir du 1^{er} septembre : 110\$

Bijouterie
Gambard
Vente et service technique
630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE MONTRÉAL (514) 866-3876



ROLEX

ÉDITORIAL

Bombardements au Kurdistan

Pas de quartier!

C'est l'empilade. Après la Tunisie, l'Égypte, la Libye, le Yémen, la Syrie et certaines pétromonarchies, voilà que les Kurdes se montrent décidés à écrire un nouveau chapitre au printemps arabe. La réponse du gouvernement turc a été aussi frontale que brutale: bombarder, bombarder, bombarder.

Il y a une semaine, une escadrille turque a bombardé, dans la nuit évidemment, 60 objectifs kurdes enclavés, c'est à noter, en territoire irakien. Le lendemain, l'aviation en a remis une louche, une grosse, en attaquant 85 sites et camps, toujours en territoire irakien. Dans les jours suivants, l'armée a maintenu sa cadence infernale, tuant 100 militants, affirme-t-elle, du Parti des travailleurs kurdes (PKK) qui combat depuis une trentaine d'années avec l'espoir d'obtenir l'indépendance du Kurdistan. Pour faire court, soulignons que la somme d'offensives, et l'amplitude de celles-ci, s'avèrent les plus denses depuis des mois et des mois, voire des années.

Premier ministre de la Turquie, Recep Tayyip Erdogan a justifié cette cascade de feux en évoquant les récentes embuscades effectuées par les membres du PKK dans la partie est de la Turquie. Effectivement, ces derniers ont multiplié les coups de feu avec leur ennemi ancestral. Mais bon... Erdogan s'est abstenu de rappeler un secret de polichinelle. Lequel? En gardienne jalouse, voire très chatouilleuse, de l'héritage kémaliste, l'armée s'oppose avec méticulosité, et de tout temps, à toute concession aux Kurdes. Pour les galonnés, toute reconnaissance, même partielle, de l'identité kurde constituerait une amputation des principes constitutionnels élaborés par Mustapha Kemal Atatürk, père de la Turquie moderne.

Ce refus quasi fanatique des responsables turcs de reconnaître le fait kurde est justement à l'origine du sursaut militaire du PKK au cours des deux dernières années, lorsqu'ils ont constaté que le comportement d'Erdogan à leur égard était identique à celui de ses prédécesseurs. Mais encore? Ses engagements étaient des écrans de fumée. Certes, sur certains flancs, l'égalité de traitement des Kurdes a été reconnue, mais en si petit nombre que ceux-ci restent et demeurent des citoyens de seconde zone, comme en témoigne le taux de chômage élevé, surtout chez les jeunes.

Pour s'en convaincre, il suffira de s'attarder au remodelage constitutionnel accompli en 2010 par Erdogan. Dans le préambule de la loi fondamentale du pays, il est clairement fait référence au «nationalisme d'Atatürk» comme fondement de tout le reste. Il est question de «l'existence turque», «de l'esprit turc», du «destin turc» comme étant des valeurs ayant préséance sur le reste. Si parfois il est question des Kurdes, c'est...? On les cantonne au rôle de figurant.

En adoptant par référendum cette nouvelle Constitution, les Turcs ont mis *de facto* un terme à l'ouverture démocratique promise. Tout logiquement, les élus du Parti de la paix et de la démocratie, formation kurde légale, se sont braqués. D'autant plus que certains d'entre eux ont été emprisonnés, provisoirement il est vrai. Toujours est-il que le 12 juin dernier, ces élus ont posé un geste fort: ils ont refusé de prêter serment au Parlement. Il est écrit dans le ciel que ce conflit va gagner en intensité au cours des prochains mois.

DSK

L'embarras

L'affaire DSK se clôt comme elle a commencé: avec un immense malaise. Le dossier de 25 pages dressé par les procureurs de New York pour justifier la demande d'abandon des procédures à l'égard de Dominique Strauss-Kahn, demande acceptée hier par un tribunal de Manhattan, est impitoyable. L'accusatrice de l'ancien patron du FMI et star de la politique française y apparaît, preuves à l'appui, comme une menteuse pathologique, qui sait comment monter des histoires pour arriver à ses fins.

Et encore, le rapport d'origine est trois fois plus long, rapportait hier le *New York Times*! Il a toutefois été réduit afin d'écarter des faits secondaires susceptibles d'*embarrasser* la plaignante, Nafissatou Diallo. On se demande bien lesquels tant les 25 pages rendues publiques sont dévastatrices.

Pourtant, des faits restent, irréfutables. Il est prouvé qu'il y a eu contact sexuel entre les deux parties à cette affaire, à peu près dans les termes décrits par madame Diallo. Ce ne fut pas une histoire de conquête, de séduction, de rendez-vous galant — ou payant! — fixé à l'avance. L'homme de pouvoir et la femme de ménage se sont vus pour la première fois dans la suite 2806 de l'hôtel Sofitel que monsieur Strauss-Kahn s'appropriait à quitter.

Leur rencontre a été expéditive: sept à neuf minutes, précisent les procureurs, moment écoulé entre l'entrée dans la chambre de madame Diallo, enregistrée grâce à sa carte magnétique, et un appel placé par monsieur Strauss, lui aussi noté aux registres de l'hôtel. On a trouvé des traces de sperme de DSK sur le haut de l'uniforme de la jeune femme qui corroborent une féllation. Madame Diallo dit avoir par la suite craché: trace en a été trouvée sur le tapis. C'est déjà, de toute évidence, une «p'tite vite» d'un genre un peu particulier.

Mais seule la crédibilité de la plaignante pouvait permettre de déterminer s'il y a eu force et absence de consentement, soulignent les procureurs. Or comme la plaignante — dont toute la vie, depuis son arrivée aux États-Unis, est un arrangement avec la vérité — n'est pas crédible, un procès devient donc impossible, point à la ligne.

C'est un soulagement pour Dominique Strauss-Kahn, qui a beaucoup perdu dans cette aventure de quelques minutes. Mais une question demeure: une menteuse du genre de Nafissatou Diallo ne pourra donc jamais être crue si elle est un jour véritablement victime d'agression? Sa réputation à elle compte donc davantage que la réputation d'un homme qui a une longue feuille de route de rapports troubles aux femmes — comme c'est le cas de DSK? En l'absence de blessures spectaculaires, des faits qu'on peut mettre en doute ne pourront donc jamais être présentés à la cour dès lors qu'une plaignante a un peu trop le don de la manipulation?

Tout faire pour éviter de condamner des innocents est le socle de la justice pénale. Mais ici, on a l'impression de revivre le camp des bonnes filles, qui ont le droit d'accès au système de justice, et celui des mauvaises — prostituées, toxicomanes, ou réfugiées qui mentent pour réussir à entrer dans le pays occidental rêvé... — pour qui le statut des victimes ne se gagne que de haute lutte, tant leur parole est constamment remise en doute.

Il est vrai que démêler le vrai du faux était un défi dans ce curieux dossier. Mais on peut se demander si on a vraiment tenu à le relever.

jboileau@ledevoir.com

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSEE BOILEAU

Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



L E T T R E S

Le maillot de Jack

J'aimais beaucoup Jack Layton, le chef néodémocrate. Il dégageait une sympathie authentique. J'ai eu l'occasion de mieux le connaître lors d'une mission parlementaire à laquelle nous participions, lui et moi, en compagnie du premier ministre Paul Martin et d'une demi-douzaine d'autres parlementaires.

C'était en janvier 2005, quelques semaines après le tsunami destructeur qui avait coûté la vie à des centaines de milliers de personnes dans le Sud-Est asiatique.

Pour évacuer le stress, après s'être plongé dans sa correspondance d'affaires via Internet, Jack Layton fit un autre plongeon, celui-là dans la piscine de l'hôtel. Après avoir fait plusieurs longueurs, il sortit de l'eau, radieux et complètement détendu. En pleine canicule, j'enviais un peu le chef du NPD qui avait eu la sagesse d'apporter son maillot de bain. Devant mes pensées, il me fit signe, en sortant de l'eau. «Roger, veux-tu emprunter mon maillot?»

Je faillis lui répondre oui, tellement j'avais chaud, mais je me ravisai. Heureusement, d'ailleurs. Autrement, vous auriez pu lire, dans les journaux du lendemain, ce tsunami politique: «Le bloquiste Roger Clavet nage avec le maillot de Jack Layton.»

Avec l'annonce de son décès, j'en connais bien pour prétendre aujourd'hui pouvoir porter le maillot de Jack.

Roger Clavet
Ancien député de Louis-Hébert
Grande-Rivière, le 22 août 2011

Comme un fait divers

Alors qu'une forte proportion de citoyens de toutes tendances politiques étaient stupéfaits et sous le choc à l'annonce du décès de M. Jack Layton, Ste-

phen Harper a d'abord publié un communiqué où il soulignait «la contribution de Jack Layton à la vie publique, une contribution qui nous manquera beaucoup».

Quelques heures plus tard, le premier ministre se présente devant les caméras et nous informe qu'il interviendra sur l'écrasement de l'avion de First Air et sur les événements en Libye, mais en premier lieu, il nous dit qu'il abordera le décès de Jack Layton! Non mais.... Même Simon Durivage et son équipe des ex, tout comme ma conjointe et moi-même d'ailleurs, avons été choqués d'entendre M. Harper nous présenter la mort de Jack Layton de cette manière, presque comme un fait divers. J'étais simplement abasourdi. Comme s'il se sentait obligé de parler du départ du chef de l'opposition officielle et de l'importance de ce triste événement.

C'est honteux de voir que le patron du gouvernement du Canada n'ait pu saisir le drame que vivaient des dizaines de milliers de personnes à travers tout le pays. M. Harper, vous avez été petit comme jamais j'aurais pu l'imaginer. Une chose est sûre: une fois de plus, j'étais gêné de voir le peu de profondeur de votre personne.

À la fin de son intervention, M. Harper a bien essayé de nous convaincre de sa tristesse en nous disant que M. Layton et lui avaient souvent parlé de la possibilité de partager ensemble leurs talents réciproques de musiciens. Mais c'était peine perdue, ça sonnait faux.

Gérald Scullion
Ex-maire d'Alma
Le 22 août 2011

De l'héritage d'un pamphlétaire

En 2006, devant une foule composée principalement de journalistes indépendants, Gil Courtemanche livrait aux es-

prits avides de sa parole une analyse sévère — voire décourageante — du journalisme au Québec.

Une vision qui s'est par la suite matérialisée dans son refus de voir son dernier-né littéraire, *Je ne veux pas mourir seul*, remporter peut-être un prix décerné par un empire médiatique dont il soutenait les employés lockoutés de son navire amiral.

C'est ainsi que vendredi dernier nous quittait un des derniers pamphlétaires du paysage journalistique québécois.

Celui qui, durant des décennies, a par tous les moyens — presse, livre, il a même écrit une chanson! — cherché à convaincre une population repue que l'Afrique et ses misères n'étaient pas un mythe créé par des organismes humanitaires en manque de cause.

Celui qui n'a jamais au grand jamais renoncé à ses principes, même s'il ne pouvait réellement se permettre. Ainsi nous quittait un journaliste indépendant. Un vrai.

C'est en 2001, peu après la sortie d'*Un dimanche à la piscine à Kigali*, que j'ai fait connaissance de l'œuvre de l'homme et c'est dès lors que j'ai souhaité embrasser la profession de journaliste. Même si une décennie s'est écoulée entre le souhait et l'acte, c'est grâce à lui si je pratique aujourd'hui ce métier plus que jamais nécessaire dans un monde où tout évolue plus rapidement et où le citoyen, bombardé d'information, est constamment à la recherche de repères.

Gil Courtemanche s'est éteint. Sa vie, son œuvre et sa carrière sont son testament. Sa liberté de penser et son pouvoir de s'indigner sont l'héritage de tous ceux et celles qui veulent embrasser la carrière journalistique de manière indépendante. Peut-être serait-il temps de repenser la profession journalistique et se demander à quel point son legs peut nous inspirer.

Martin Forgues
Journaliste indépendant
Le 23 août 2011

LIBRE OPINION

Qu'ils cessent de nous faire honte!

BRUNO FALARDEAU

Étudiant à la maîtrise à l'Université Laval

C'est à mon plus grand désarroi que le débat absurde sur les droits de scolarité se ravive sur la place publique depuis déjà quelques semaines. Nous devons cette absurdité à une infime partie de la jeunesse québécoise qui semble trop bornée, et trop immature, pour se rendre à l'évidence: à bien des égards, les Québécois vivent au-dessus de leurs moyens, y compris en éducation.

Cela fait des décennies que les étudiants du Québec paient leurs études postsecondaires au rabais par rapport au reste du continent et à la grande majorité des pays du monde occidental, qu'ils se butent à des ressources limitées sur leur campus et à un nombre exagéré de chargés de cours au premier cycle, et qu'ils s'entassent dans des universités décrépies qui, année après année, luttent pour boucler leur budget sans pertes financières.

Il est désarmant de constater que des jeunes de ma génération puissent faire preuve d'un manque aussi flagrant de ri-

gueur intellectuelle, étalant un argumentaire défaillant dans les médias, faisant ainsi honte à l'autre jeunesse québécoise, celle qui est raisonnable, responsable et surtout réaliste.

J'entendais en fin de semaine sur les ondes de RDI ce cher Léo Bureau-Blouin affirmer qu'un gel des droits de scolarité pourra garantir au Québec les meilleurs médecins, les meilleurs avocats et les meilleurs architectes — je paraphrase. Et puis quoi encore? Quel argument bidon: il n'existe jusqu'à preuve du contraire aucune corrélation un tant soit peu logique entre la compétence des finissants universitaires et les droits de scolarité qu'ils auront eus à payer pendant leurs études.

Par ailleurs, plusieurs pays européens ont déjà mis fin ou mettront bientôt fin à la gratuité ou à la quasi-gratuité de leur éducation postsecondaire, signe que ces jeunes «socialistes» bornés ne sont aucunement au courant de ce qui se trame ailleurs dans le monde, préférant plutôt brandir les spectres du décrochage scolaire, de l'absence de solidarité sociale et de l'inaccessibilité aux études.

La très grande majorité des jeunes de ma génération sont à même de se payer

une voiture neuve ou un téléphone intelligent, de s'exiler dans la métropole pour devenir «cool et branché», de vivre en appartement dans la même ville que leurs parents ou encore de s'envoler pour les «tout inclus» artificiels de l'Amérique centrale. Alors de grâce, que l'on ne vienne pas me dire qu'une minable hausse de 325 \$ par année, qui culminera à une facture de moins de 4000 \$ en 2017, les mettra tous à la rue!

Les manifestations étudiantes que ces bonnes gens tentent éperdument d'organiser ne sont bien souvent qu'une excuse bidon pour sécher les cours, pour faire reporter les examens et à la fin du compte pour empoisonner la vie de milliers d'étudiants qui, eux, ont la décence de se responsabiliser plutôt que de se comporter comme de vrais bébés gâtés sur la place publique.

Ces manifestations, si elles ont lieu, ne feront qu'alimenter la paresse crasse qui sévit chez la jeunesse actuelle et découragera davantage tout sens de responsabilité individuelle.

Bref, à vous, Monsieur Léo Bureau-Blouin, et à vos militants, je dis: «Vous nous faites honte.»

IDÉES

La politique autrement

Moins de réformes, plus de gens de qualité

SAMUEL BACHAND

Montréal

Quelle naïveté! On a pu lire récemment, dans un journal sérieux, que «faire de la politique autrement» était une idée neuve.

De tout temps, le citoyen a souhaité être gouverné par des gens probes, capables d'améliorer son sort et de lui inspirer une sorte d'admiration. A toutes les époques, il a voulu avoir son mot à dire dans les affaires publiques ou, à tout le moins, avoir l'occasion d'être entendu par ses représentants. Ce sont là des constantes.

Profitant de cette donnée invariable, l'aspirant au pouvoir a toujours claironné l'avènement — par ses soins, bien sûr — d'une ère d'intégrité et de changements profonds. Le candidat typique a naturellement la promesse plus facile que l'élu et chacun semble y trouver son compte: le patron comme l'employé, le riche comme le pauvre, le jeune comme l'ainé. De coutume, l'opposition officielle se fait forte de mille prodiges...

Ouvrez un livre d'histoire du Québec, des États-Unis ou de France, peu importe lequel, et vous verrez qu'en aucune époque la politique n'a changé de nature. Il y a certes eu du progrès dans l'histoire des nations. Au Québec, par exemple, nous aimons à nous rappeler la Révolution tranquille, faute de mieux. Mais même sous René Lévesque, que presque tous s'entendent pour élever au panthéon des grands hommes, le gouvernement a souffert des jeux de coulisses, des défalcatiions et des détournements de pouvoir.

Abstraction faite de la faiblesse inhérente à la nature humaine, le risque provient du caractère électif des fonctions les plus élevées de l'État. Quiconque cherche à se faire élire se plie à la nécessité de créer des alliances, de se ménager des sympathies, de se faire connaître auprès de personnes influentes dans leurs cercles respectifs. Ces exigences pratiques, toutefois, ne doivent pas faire en sorte que la loyauté du politicien aille aux individus qui ont facilité son accession au pouvoir plutôt qu'aux citoyens qu'il représente. Il y a là une nette démarcation; nommons-la patriotisme ou civisme.

Réforme citoyenne et marchands d'éthique

Voilà pour la tradition. Tant qu'il y aura de la politique, il y aura des politiciens. Surgit là-dessus une première bande de prophètes qui parlent de refondation de la démocratie, d'assemblées constituantes locales, de référendums systématiques, de démocratie directe. Leur rêve ressemble à un blogue. Le résultat, s'il devait prendre forme, serait au mieux une pétaudière, au pire une agora déserte où tous seraient néanmoins les bienvenus. On peut classer ce fantasme dans la catégorie de la réforme citoyenne, foncièrement de gauche, mais tentant des éléments du centre et de la droite en raison de son innocuité. Les réalités impérieuses du pouvoir vont, de toute façon, se charger de préserver la dominante représentative de notre démocratie.

Une seconde catégorie de prophètes, moralistes ceux-ci, cherche à inspirer une «éthique» aux élus. Objectif noble en soi, on déchanté bientôt à l'écoute

des propositions concrètes: codes de déontologie et comités de discipline. Le salut de nos institutions passerait donc par les prescriptions de catéchismes laïques et par le bâton de préfets de discipline. Des réprimandeurs et des donneurs de leçons pour gouverner les gouvernants, en somme. Or, une

éthique, ce n'est pas un manuel de morale pour enfants, mais le fruit d'une vie de réflexion. Un esprit par siècle, tout au plus, arrive à proposer une éthique à portée universelle. Que l'on cherche à en imposer une forme définitive et obligatoire aux hommes d'État tient de l'infantilisme, voire du fanatisme. Méfions-nous donc des marchands d'éthique qui foisonnent ces jours-ci.

La grandeur et sa part d'ombre

On réclame des élus forts, mais purs; des caractères d'exception, mais sans aspérités; des travaux d'Hercule le long d'un parcours sans faute. Bref, on veut le beurre et l'argent du beurre. Si les citoyens veulent ne porter au pouvoir que des gens réputés sans vices et sans excès, ils devront faire le sacrifice de notre De Gaulle à venir. Ils puniront les succès passés de députés habiles en affaires pour leur préférer des exécutants nés, de bons soldats aux états de service immaculés. Ils continueront d'élire des politiciens insipides, pleutres et cachottiers. Rappelons-nous que Malraux, immense ministre français de la Culture, a pillé un temple en Indochine, du temps de sa jeunesse. Nulle grandeur sans sa part d'ombre.

Ce qui manque à nos Parlements n'est pas une révolution morale ou technique. La démocratie a plutôt besoin de cultiver certaines de ses valeurs élémentaires: la noblesse plutôt que le charme populiste, l'indépendance d'esprit au lieu d'une

façade d'irréprochabilité, l'aptitude plutôt que le curriculum vitae.

Quant aux pommes pourries, aux pirates de ministères, aux vandales d'État (les bien-nommés), que l'on cesse d'espérer une panacée et que l'on s'en remette à des remèdes connus. Ne pas confier à un ministère, à une ville ou à une société d'État le mandat de se contrôler eux-mêmes serait un bon début. Financer suffisamment et élargir les attributions du Vérificateur général serait conséquent, tout comme il s'est avéré sage et rentable d'embaucher un surcroît de fiscalistes chez Revenu Québec pour contrer l'évasion fiscale. En outre, un gouvernement qui prétend investir dans la lutte contre le crime institutionnalisé et qui néglige de munir adéquatement ses procureurs généraux gaspille le travail des enquêteurs: deux millions de pages de preuve ne servent à rien si l'on ne peut obtenir un jugement pour condamner les délinquants.

Les bonnes têtes

Par-dessus tout, il est urgent d'appliquer nos propres lois, de mettre en œuvre des mécanismes de surveillance qui existent déjà et que les élus, coupables, contournent ou étouffent par le sous-financement. Une loi n'est qu'un texte inutile si elle n'est pas exécutée. Il ne sera jamais possible de prévenir toutes les malversations, mais on peut se doter de moyens d'en empêcher la quasi-totalité.

En conclusion, il est grand temps de réaliser que la valeur de notre système politique ne dépendra jamais autant des réformes que de la qualité des gens à qui l'on confie l'honneur de nous représenter. Le plus tôt nous le comprendrons, le mieux. Avant de mettre tous les candidats dans le même panier et de voter pour le chouchou des médias, renseignons-nous. Laissons de côté les étiquettes, les idées préconçues. Les bonnes têtes cesseront alors de tomber et en appelleront d'autres en renfort.

HOMMAGE À JACK LAYTON



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Jack Layton lors de la dernière campagne électorale fédérale, devant son autobus de tournée.

Le cheval de Jack Layton

GASTON MICHAUD

Racine

Je n'ai pas voté pour le NPD. J'ai pourtant assisté en observateur attentif à la montée de la vague en faveur de ce parti et au déferlement de ce tsunami politique. J'ai essayé pendant un bon moment de découvrir les causes de ce brassage canadien et québécois sans précédent. Sans aucun succès, je dois le dire. Pourtant, au hasard de mes réflexions et de mes lectures de vacances, une idée m'est apparue, éclairante et réjouissante, du moins pour moi.

Je voulais vous en faire part, mais la conjoncture n'était pas idéale. Avec la Libye, la Syrie, les finances mondiales en débandade et la royauté des armées canadiennes, les priorités médiatiques ont glissé bien loin des élections du mois de mai.

La mort de Jack Layton vient de changer les niveaux d'attention et ma réflexion peut servir d'éloge bien mérité à cet homme qui a suscité et suscite encore tant d'intérêt.

Nous avons été témoins et acteurs d'une vague politique majeure. Pourquoi? On a fourni plu-

sieurs bonnes raisons que je ne répéterai pas. On ne crée pas une telle vague sans un grand nombre d'harmoniques convergentes. Donc plusieurs raisons.

Depuis les élections ou à cause d'elles, on a aussi effectué un imposant brasse-camarade au Parti québécois. Le brassage a éclaté autour d'un vote précis, celui concernant le projet d'amphithéâtre à Québec. Pour aller chercher des votes dans une région, ce vote crucial remettait en question une lutte bien articulée et solide d'au moins deux ans contre la corruption dans la construction.

L'intérêt immédiat et électoral, on le voit bien, fait oublier l'essentiel. Nos politiciens sont tellement préoccupés par le fait de se mettre en selle ou d'y rester qu'ils en oublient l'endroit où ils veulent mener leur cheval. Les élections et la politique qui s'ensuit évoluent au rythme des contrôleurs d'images, des stratèges sur la rentabilité électorale, des promesses et des échéanciers préétablis. On a même développé un asymétrisme stratégique entre les régions pour aller chercher des circonscriptions ciblées, tout cela au détriment de politiques bien ficelées et avantageuses pour le pays et ses citoyens.

Stephen Harper a joué ce jeu à fond. Le Bloc aussi, en ménageant ses interventions pour ne pas faire d'erreur, en exploitant la souveraineté plutôt qu'en la promouvant. Vers la fin, Ignatieff a essayé de changer la donne: trop peu, trop tard.

Seul, je pense, avec sa bonhomie peu commune, Jack Layton a été moins préoccupé par la selle du cheval que par la direction qu'il voulait donner à celui-ci. Les stratèges et les fabricants d'images n'ont pas eu le dessus sur son projet politique. Même les souverainistes ont sauté la clôture pour aller chercher des orientations politiques qu'ils retrouvaient déjà et peut-être en mieux dans leur parti, mais qui étaient assujetties à la stratégie électorale.

J'ose penser, et cela me rend très heureux, que la vague de fond électorale en faveur du NPD repose sur cette prise de conscience par les électeurs. En ce sens, Jack Layton aura rendu un très grand service aux Canadiens et aux Québécois.

Et si les élections fédérales n'avaient pas pris cette tournure, les démissionnaires du PQ auraient sans doute été bien plus lents à réagir devant l'emprise du temporaire et de l'accessoire sur l'essentiel, devant l'importance de la selle par rapport à la direction du cheval.

Nous l'avons aimé

PIERRE CÉRÉ

Porte-parole du Conseil national des chômeurs (CNC)

Depuis de nombreuses années, nous livrons bataille pour que le régime d'assurance-emploi soit amélioré et protège mieux les travailleurs qui perdent leur emploi. C'est sur ce chemin que nous avons rencontré, et croisé, à plusieurs reprises Jack Layton. Que ce soit dans une assemblée publique en 2003 au Café Campus, petite assemblée d'au plus 75 personnes où il était venu prendre la parole; que ce soit lors de la Marche des chômeurs à l'automne 2006, où il s'était adressé à nous, à Ottawa, sans chercher jamais à attirer les projecteurs sur lui seul; dans le cadre encore d'une coalition parlementaire et organisations syndicales que nous avions œuvré à réunir autour de nous à la fin 2006 et à laquelle le NPD a participé avec conviction pendant toute une année; ou comme conférencier lors d'une activité que nous organisons encore l'automne dernier, et où il était apparu affaibli, mais si digne; nous avons, chaque fois, été subjugués par ce curieux mélange d'humilité et de force qui se dégageait de lui.

Jack Layton était un visionnaire, de ceux-là mêmes qui participent aux grandes transformations démocratiques pour faire de ce monde un meilleur monde. Son «travaillons ensemble» de la dernière élection n'était pas un vague slogan creux. Il représentait clairement une façon de voir et d'édifier le projet politique. On peut croire, assurément, qu'il y a là l'une des raisons à cette vague de sympathie québécoise qui s'est exprimée à l'égard de son parti le 2 mai dernier.

Jack Layton n'a jamais ménagé ses mots d'encouragement. Je me souviens, à la fin d'une activité que nous avions organisée après les élections de l'automne 2008; il m'avait dit, avec une si grande conviction et en découplant ses syllabes: «Oui, c'est possible, Monsieur Céré, on peut déplacer les montagnes... faut pas lâcher.»

Nous sommes émus et à la fois bouleversés par son départ, sachant en même temps, comme dit le poète, que cette absence va occuper beaucoup de place. Il y a peu d'hommes et de femmes politiques dans l'histoire, ici et ailleurs, qui ont eu cette capacité, et cette force de conviction, de livrer, dans un moment aussi dramatique que celui de la mort, un dernier message d'espoir à leurs concitoyens. Cette lettre de Jack Layton, écrite à quelques heures de mourir, est immense et nous inspirera longtemps encore.

Au nom du Conseil national des chômeurs, je tiens à exprimer notre plus vive émotion à sa famille, à ses proches, à son parti. Jack Layton était un homme authentique et nous l'avons aimé.

L'EQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Dominique Reny (adjointe au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair-Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec)/Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Caroline Montpetit (affaires sociales), Brian Myles (justice), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Philippe Papineau (pupitre); **information politique** : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Guillaume Bourgault/Côté (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutrisac (correspondants parlementaires à Québec), Alec Castonguay et Kathleen Lévesque (reporters); **information culturelle** : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Stéphane Baillargeon (médias), Frédéric Doyon et Isabelle Paré (reporters), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre); **information économique** : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins, Éric Desrosiers et Alexandre Shields (reporters), Gerald Dallaire (pupitre); **information internationale** : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Émilie Folie-Boivin (pupitre); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garneau (caricaturiste); Andrée Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices); Benoît Munger et Laurence Clavel (pupitre internet), Marie-Pier Frappier, Étienne Plamondon-Emond (commis internet); Amélie Gaudreau (secrétariat à la rédaction); Genevieve Tremblay et Sophie Lambert-Racine (commis à la rédaction). **DOCUMENTATION** Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bhérier (Ottawa), Dave Noël (Québec). **PUBLICITÉ**, Jean de Billy, Jennifer Boly-Demers, Jean-François Bossé, Marlene Côté, Stéphanie Desziel, Amel Elimam, Véronique Langlois, Simon Lanoie, Amélie Maltais, Maria M. Motta, Claire Paquet, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sobai (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires). **PRODUCTION** Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaitis. **INFORMATIQUE** Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique). **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE** Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois, Jean-Robert Divers (responsable promotion). **ADMINISTRATION** Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau.

ACTUALITÉS

FUICA

SUITE DE LA PAGE 1

Mais le tournage a repris. Ils ont continué avec une équipe réduite, perdant la moitié de leurs techniciens, gardant les comédiens, dont plusieurs chevronnés. Le financement s’est joué à compte d’auteur, avec coup de pouce de la famille, des amis. Le distributeur Louis Dus-sault, de K-Films Amérique, allongea 250 000 \$ pour la promotion. Hier, les frères assuraient que les problèmes financiers se réglaient. *«Mais ce fut un tournage très, très difficile»*, soupire Demian.

Après le circuit des montagnes russes, voici leur *Run* en compétition au FFM, bientôt au Festival d’Angoulême, et sur nos écrans dès vendredi.

Les frères Fuica ont des parents chiliens. De-mian, le réalisateur-scénariste (derrière la comé-die fantastique *La Dernière Incarnation*), est né dans sa patrie d’origine, son frère Leonardo, pro-ducteur — à l’origine de l’idée du film —, vit le jour en Espagne, mais ils sont ici depuis leur âge tendre et se sentent Montréalais pure laine. Pourtant, Demian, qui a collectionné les scé-narios rejetés, précise vouloir tourner à l’avenir hors du Québec, en anglais ou en espagnol. Léo-nardo caresse des projets de productions étran-gères. Pas tentés de revivre une expérience aussi traumatisante, les frères Fuica.

Au secours du père

La Run met en scène Jason Roy Léveillé en Guillaume bon fils, qui pour sauver son père de ses dettes de jeu après sa tentative de suicide devient vendeur de drogue à domicile, puis monte (trop vite) les échelons du milieu aux cô-tés de son copain Manu (Marc Beaupré), jus-qu’à risquer des gros coups. Ça finira mal, on le comprend d’entrée de jeu. Le film évoque un peu *Bumrush* de Michel Jetté, avec un univers *rough*, du sang, des crimes, un code d’honneur et de déshonneur.

Selon le propre avis des frères Fuica, *La Run* aurait été bien différente s’ils avaient obtenu un budget convenable. Tourné caméra numérique à l’épaula, le film ne multiplie pas les prouesses de mise en scène et on sent le bricolage.

Mais il y a du rythme, une musique punchée parfois trop présente, une distribution inégale. Ils ont coupé des scènes, dont plusieurs entre Guillaume et son père (Paul Dion) qui auraient aidé le public à mieux comprendre le sacrifice du fils. Certains acteurs tirent bien leur épingle du jeu: Marc Beaupré, très crédible en copain du héros au rôle ambigu, Pierre-Luc Brillant en revendeur jaloux et sans scrupules, Nanette Workman en mère mafieuse. Mais Ja-son Roy Léveillé (vu dans *Lance et compte, le film*), trop lisse, manque de demi-teintes. Tout le contraire des fier-à-bras à mine patibulaire qui cognent les fauteurs de trouble — de pures caricatures — et de Leonardo Fuica, égale-ment acteur (*La Rage de l’ange, Histoire de Pen*, etc.), qui en rajoute dans la veine du mé-chant paranoïaque. Martin Dubreuil, après avoir maigri énormément pour son rôle de *junkie* fini, force également la note. La cohérence de jeu n’est pas au rendez-vous.

À travers cette construction qui joue de répé-titions voulues, on sent pourtant palpiter le *beat* de la ville et de l’*underground*. Le film possède une modernité âpre, brouillonne avec des scènes de violence souvent outrancières, sur-tout la finale. *La Run* veut garder un ton presque documentaire, et y parvient surtout lors de certaines visites à domicile, avec incur-sions réalistes. Le film nous sert au départ une scène imaginaire, qui n’aura pas d’écho ulté-rieur, mais brouille habilement les cartes. Quant à la voix hors champ de Jason Roy Lé-veillé, elle offre un beau texte, quoique trop mo-ralisateur, qui ouvre et boucle le cercle infernal, avec des accents lyriques.

Deux ans de recherches

Leonardo déclare avoir fait deux ans de re-cherches auprès du milieu, des trafiquants de drogue, des consommateurs. Les frères ont voulu primer l’authenticité et se concentrer sur-tout sur le quotidien de la vente et de la consommation, qui atteint toutes les classes so-ciales: *«Pour le rôle principal, je me suis inspiré au départ d’un gars de bonne famille qui étudiait pour devenir ingénieur*, explique Leonardo. *Il faisait du trafic de drogue, s’est fait pincer et a écopé de quatre ans de prison. Mais plusieurs étudiants en font autant pour payer leurs études ou une hypothèque.»*

Vingt-deux jours de tournage en deux par-ties à Repentigny, Saint-Henri, Longueuil et Charlemagne, avec des plans urbains parfois inédits. *«A cause du manque d’argent, on avait beaucoup travaillé le prédécoupage technique*, précise Demian, *mais je laissais les comédiens improviser pour conserver leur naturel. Le plus difficile fut de les faire autant sacrer, surtout Ja-son Roy Léveillé, habitué à un tout autre niveau de langage. Mais il n’était pas question d’asepti-ser les dialogues, surtout dans ce type de film. Par la suite, j’ai dû assurer moi-même le monta-ge, alors que j’aurais préféré qu’un œil extérieur se pose dessus.»* Demian, grand amateur de films comme *Transpotting, Requiem for a Dream, 21 Grams*, chercha à rendre cette factu-re âpre d’urgence qu’il aimait. *«On n’avait ni le temps ni les moyens de faire un film léché de tou-te façon»*, conclut le cinéaste.

Le Devoir

KADHAFI

SUITE DE LA PAGE 1

Moustapha Abdel-Jalil, président du CNT, l’or-gane politique de la rébellion, assurait hier à Ca-therine Ashton, chef de la diplomatie européen-ne, que 80 % de Tripoli était désormais sous leur contrôle. Ce dernier a cependant précisé qu’il *«est prématuré d’affirmer que la bataille de Tripoli est terminée. Cela n’arrivera qu’une fois Mouam-mar Kadhafi et ses fils capturés»*. D’ici 48 heures, le CNT a prévu de transférer son quartier gé-néral de Benghazi à Bab al-Aziziah.

La situation à Tripoli semble cependant haute-ment volatile et incertaine. Plusieurs zones de la ville sont encore aux mains des forces loyalistes, dont l’hôtel Rixos, où sont retenus une trentaine de journalistes internationaux, dont un Cana-dien. L’Alliance atlantique s’inquiète également du sort des dépôts d’armes chimiques.

En entrevue à la radio, le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, a estimé que *«la victoire n’était pas complète. Le régime est au bord de l’effondrement, mais il y a encore des poches de résistances et il faut donc maintenir la pression»*.

Sur le front diplomatique, ce sont désormais plus de trente pays qui reconnaissent la CNT, dont Oman, Bahreïn et l’Irak. Une réunion interna-tionale doit se tenir aujourd’hui à Doha, au Qatar, afin de mettre en place une aide de 2,5 milliards de dol-lars destinée à *«répondre aux besoins humanitaires et aider à établir un gouvernement sûr et stable»*, se-lon le département d’Etat américain.

À Caracas, Hugo Chávez a quant à lui renouve-lé son appui au régime. *«Nous ne reconnaissons*

LAYTON

SUITE DE LA PAGE 1

que les 4,5 millions de Canadiens qui ont voté orange le 2 mai l’ont fait seulement pour appuyer le politicien souriant.

«Les gens ont voté pour une vision, pour les en-jeux auxquels nous croyons: un Canada meilleur où il y a moins de pauvreté, où l’environnement est en meilleur état et où les pensions sont assurées», a-t-elle soutenu. *«Les gens croyaient en ce que Jack Layton représentait»*, estime Mme Turmel.

Elle fait la même lecture du vote néodémocrate au Québec, qui compose les deux tiers du caucus de 103 députés. C’est le *«message d’espoir»* et la vision du NPД qui ont été appuyés, croit Mme Turmel.

Un sondage Léger Marketing–*Le Devoir* pu-blié cinq jours après les élections montrait que la présence de M. Layton n’avait pas été un facteur si décisif dans la décision des Québécois ayant voté pour le NPД. Le besoin de changement et la volonté de bloquer une majorité conservatrice ar-rivaient bien avant l’effet Layton.

Hier, Nicole Turmel s’est donc appliquée à ré-péter qu’il *«y a une équipe avec Jack Layton»*. *«Nous sommes convaincus qu’on peut faire le tra-vail, et qu’on doit le faire. Les gens nous ont élus pour ce qu’on représentait: un parti qui parle au nom des Canadiens.»*

Course à venir

L’heure étant toujours au deuil au sein du NPД, les questions relatives à la course à la suc-cession de M. Layton ont été éludées hier. Mme Turmel a simplement confirmé que la préféren-ce de M. Layton pour une course rapide sera res-pectée, ce qui dévoile un horizon de six mois.

«Nous sommes en état de choc, plongés dans un deuil profond, a indiqué Thomas Mulcair, que tous pressentent comme futur candidat. *Je viens de perdre un ami... Il y a une peine incroyable en ce moment, et notre seule préoccupation est de pas-ser à travers ça. Il n’y a pas de place pour des ques-tions politiques actuellement.»*

M. Mulcair a parlé de son ancien patron comme d’un politicien *«unique»*. *«Il cherchait toujours à évi-ter le conflit*, dit-il. *Il avait deux mots d’ordre: travail d’équipe et respect. Son sourire, son optimisme, c’était un reflet de l’être. S’il voyait une division, il es-sayait de comprendre où bâtir un pont. C’était la ma-nière Layton, et ça va rester au parti.»*

Le chef adjoint estime ainsi que le NPД pourra garder son unité malgré les divisions qui apparai-tront inévitablement durant la course à la direc-tion. *«Ce sera notre gros défi. Il y a des courants dans la société, il y en a en politique. Mais je pense*



LOUAFI LARBI REUTERS

Un combattant rebelle accroche son drapeau au quartier général de Kadhafi.

qu’un seul gouvernement, celui de Mouammar Kadhafi. Nous renouvelons notre solidarité avec le peuple frère libyen, agressé et bombardé.» De plus, selon Radio France internationale, qui cite des sources diplomatiques, un avion sud-africain se-rait bien posté à Djerba, une île tunisienne, pour un éventuel départ du colonel Kadhafi, et ce, malgré les démentis de Pretoria.

Les avions de l’OTAN ont largué des tracts vi-sant à inciter les militaires du régime à se tenir loin des cibles militaires et enjoignant aux mercenaires de fuir le pays. En dessous de l’image d’un billet de banque en flamme, on peut lire: *«Combattants non libyens, c’est le seul paiement que vous recevrez si vous continuez à mettre en danger les civils libyens.»*

Le Devoir
Avec l’AFP, Reuters, Libération
et The New York Times

que le sentiment d’unité au NPД n’a jamais été plus fort qu’hier.»

Renversé

La réaction très émotive et soutenue des Cana-diens à l’annonce du décès de M. Layton a par ailleurs complètement *«renversé»* le NPД, a affir-mé Nycole Turmel. *«Jack Layton a essayé de rendre le monde meilleur, et les gens le reconnais-sent»*, croit-elle.

Les éloges et différents témoignages de sympa-thie ont continué d’affluer tout au long de la jour-née d’hier. À Ottawa, où tous les drapeaux de la colline parlementaire sont en berne, des dizaines de bouquets de fleurs — souvent orange — ont été déposés devant la Flamme du centenaire.

À Toronto, où M. Layton a siégé pendant près de 20 ans comme conseiller municipal, les ci-toyens ont créé une muraille géante à force de petits messages écrits à la craie devant l’hôtel de ville. Le bureau de circonscription de M. Layton dans Toronto-Danforth a aussi reçu des fleurs et des messages. Plusieurs livres de condoléances ont été mis à la disposition du public un peu par-tout au Canada, notamment dans les bureaux de circonscription des députés du NPД.

Les funérailles d’État seront célébrées à 14h samedi. D’ici là, le public pourra rendre un der-nier hommage à M. Layton durant les heures de chapelle ardente (www.commemoration.gc.ca). Selon les informations données hier par Patri-moine canadien, c’est la première fois que des fu-nérailles d’État sont accordées par le gouverne-ment fédéral à quelqu’un qui n’a pas été premier ministre ou gouverneur général, ou qui n’était pas un ministre en fonction.

Les dernières funérailles d’État ont eu lieu pour Roméo LeBlanc (2009), Ramon John Hnaty-shyn (2002) et Pierre Elliott Trudeau (2000). Dans le cas de M. Trudeau, l’exposition en cha-pelle ardente avait attiré près de 50 000 per-sonnes, forçant le service de sécurité du Parle-ment à étirer les heures d’ouverture jusque tard dans la nuit.

La liste des invités et des présences à la cérémo-nie de samedi n’a pas été dévoilée, mais on sait que tous les principaux acteurs politiques ayant côtoyé M. Layton à Ottawa depuis 2004 ont été invités, de même que les figures de proue du mouvement néo-démocrate au pays. Stephen Harper sera évidem-ment présent. Les chanteurs Martin Deschamps et Lorraine Segato (du groupe Parachute Club) offri-ront quant à eux des performances.

Le Devoir

Des prétendants potentiels

Jack Layton en a fait le souhait dans sa lettre-testament: le NPД doit se trouver rapidement un nouveau chef pour guider le parti dans sa nouvelle tâche d’opposition officielle. La dispa-rition tragique de M. Layton impose à tous les prétendants une période de silence. Mais déjà quelques noms circulent. Coup d’œil.

Thomas Mulcair Le député d’Ou-tremont a tous les atouts dans son jeu: l’expérience politique et ministérielle, un bilinguisme parfait, une réelle stature poli-tique... et un grand ascendant au Québec, d’où proviennent 59 des 103 députés du NPД. **Libby Davies** L’autre chef ad-joint du NPД représente l’aile gauche traditionnelle du parti, avec de solides racines com-munautaires et sociales. Il est unilingue.

Gary Doer Ambassadeur du Canada aux États-Unis, il a di-rigé le gouvernement néodé-mocrate du Manitoba pendant 10 ans. **Brian Topp** On accorde à cet organisateur, président du NPД, une bonne connaissance du parti et un sens du compro-mis développé. Il est bilingue. **Paul Dewar** Le député d’Otta-wa-Centre est certainement l’un des plus éloquents et des plus intéressants du caucus néodémocrate, mais son fran-çais est catastrophique. **Peggy Nash** Cette élue de To-ronto était présidente du NPД jusqu’en juin. Elle a travaillé dans le milieu syndical et parle un bon français. **Joe Comartin** Vétéran député de Windsor, cet avocat bi-lingue a participé à la course de 2003. Il est très respecté au sein du caucus.

G. B.-C.

UKRAINE

SUITE DE LA PAGE 1

moins. Maintenant, les salaires stagnent et les prix montent. Ce n’est pas facile par ici», dit-il, blâmant sans cesse *«le gouvernement corrompu»*, avec à sa tête le président Viktor Ianoukovitch, que plu-sieurs accusent de faire reculer la démocratie.

Un sondage de l’Institut de sociologie de l’Acadé-mie nationale des sciences d’Ukraine, publié au dé-but du mois, révèle que ce marin n’est pas seul à penser ainsi: seuls 46,6 % des Ukrainiens voteraient pour l’indépendance si le vote était à refaire aujourd’hui. Mais Oleg revient toujours en Crimée; après avoir vu des ports partout dans le monde, il assure que c’est ici que la mer est la plus belle.

Lorsque la cloche annonce l’arrivée du train à Sébastopol, où triomphe la rutilante flotte russe en vertu d’une entente survenue après l’indépen-dance et récemment renouvelée, on tombe sur Maryna et son mari, Yuri, deux quinquagénaires qui gèrent une pension, en plus d’être maniaques d’histoire. Se sentent-ils Ukrainiens? Russes? Dif-ficile à dire, puisqu’ils sont nés dans l’époque so-viétique, alors que *«le concept de nationalité ne voulait rien dire»*, dit Maryna. Comme bien des fa-milles des 15 Républiques soviétiques, celle de Yuri, originaire de Russie, a été invitée à déména-ger en Ukraine lorsqu’il était un petit garçon pour favoriser le mélange des «peuples». En échange, sa famille a eu de bonnes rations et était même sur la liste pour obtenir une voiture.

Un fossé entre riches et pauvres

Comment la vie a-t-elle changé ici depuis l’époque soviétique? *«Ca dépend avec quoi on com-pare. On vit aujourd’hui moins bien que dans les an-nées 60 et 70, qui étaient le paradis pour tous, car on avait tout, même du champagne, mais on vit nette-ment mieux que sous Gorbatchev»*, dit Yuri. Chose certaine, un fossé s’est creusé entre les riches et les pauvres, ce qui était impossible à l’époque com-muniste, ajoute-t-il. En effet, les voitures de luxe se multiplient ici, tout comme les babouchkas qui quêtent sur les places publiques. Le salaire moyen est de 2630 hryvnias par mois, soit 320 \$.

De retour dans le train, vers le nord cette fois. À Kiev, un consultant politique — qui travaille entre autres pour Ioulia Timochenko, ex-première mi-nistre incarcérée depuis le 5 août et présentement jugée pour abus de pouvoir — nous invite à boire un café whisky. *«Je ne suis pas satisfait de la performance de l’Ukraine depuis 20 ans*, dit Alex Kulyenko, dont les propos colorés lui valent bien des invitations dans les médias du pays. *On n’est pas une nation, on est comme des adolescents qui se cherchent. On a be-soin de commencer à penser du bon de nous-mêmes.»* Peut-il le faire, lui-même? *«Oui, on est un pays paci-fique, sans guerre civile et ça, j’en suis fier»*

Des tensions linguistiques

Puis, c’est la productrice de télévision Jeanne Dovhych, mère de deux jeunes garçons, qui s’ouvre à nous dans le quartier Podil, toujours dans la capitale. Si une récente étude a montré que 50,4 % des jeunes Ukrainiens de 18 à 29 ans veulent quitter le pays, ce n’est pas le cas de cette jeune trentenaire. *«L’Ukraine, c’est mon pays, même si ce n’est pas mon État.»* La même chan-son revient; le principal problème du pays est son gouvernement.

Ukrainophone, elle se désole de voir le russe dominer dans plusieurs pans de la société, même si l’ukrainien est la seule langue officielle. *«Les ma-gazines ou les chaînes de télé disent que c’est meilleur pour le marketing. Moi, je vois ça comme de la pro-pagande.»* Même si l’URSS a mené des politiques de russification efficaces, près de 67 % de la popu-lation a toujours pour langue maternelle l’ukrai-nien, surtout dans l’ouest du pays. L’usage du rus-se demeure néanmoins plus fréquent. Le président Ianoukovitch, russophone, démarre toujours ses discours en ukrainien... mais doit avoir recours au russe à peu près tous les trois mots.

À Lviv, bastion ukrainophone et coffre-fort des traditions ukrainiennes, les tensions sont les plus fortes. Le 9 mai dernier, lors de la fête commémor-ant la victoire de l’Armée rouge sur les nazis lors de la Seconde Guerre mondiale, une bannière rouge de 30 mètres affichait le mot «Victoire». Environ 300 personnes, dont des partisans du parti nationa-liste de droite Svoboda (Liberté), ont manifesté à côté de l’événement, allant jusqu’à arracher les ru-bans d’honneur aux vestons des vétérans. Il faut rap-peler que l’Armée rouge a affronté l’armée insurrec-tionnelle ukrainienne, appelée UPA, dans l’ouest de l’Ukraine actuelle dans les années 1940.

«Il y a beaucoup de personnes dans la région dont les parents ont été tués par l’Armée rouge, ex-plique Anja, artiste et vendeuse de vêtements branchés de couturiers ukrainiens au centre-vil-le. *D’accord, on peut célébrer l’Armée rouge, mais faut pas faire ça trop gros, car ce ne sont pas des bons souvenirs pour plusieurs dans la région...»*

Anja raconte que les Russes qui visitent sa jolie boutique sont surpris de sa gentillesse. *«Ils pensent qu’on est hypernationalistes à Lviv et qu’on va leur crier des bêtises. Jamais! Oui, on pense ici que les Ukrainiens devraient parler l’ukrainien, mais on a de bonnes relations quand même autant avec les Russes qu’avec les Ukrainiens russophones.»*

Le Devoir

■ Demain: le journalisme en Ukraine... et le contrôle de l’information.

■ Mélissa Guillemette a séjourné en Ukraine grâce à une bourse Nord-Sud de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, fi-nancée par l’Agence canadienne de développe-ment internationale.

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l’occasion, mettre la liste d’adresses de ses abonnés à la disposition d’organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avertir notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Mirabel Inc., 12 800 rue Brault, St-Javier de Mirabel, Québec, division de Québecor Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal, qui a retenu pour la région de Québec les services de l’Imprimerie du Journal de Québec, 450 avenue Béchard, Québec qui est la propriété de Corporation Sun Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal. — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com
Bureau de Québec 418-643-1541

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d’offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L’agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390